

CAPITALISME OU SOCIALISME



LA
GUERRE
QUI
VIENT

Michel PABLO

CAPITALISME OU SOCIALISME

**LA
GUERRE
QUI
VIENT**

Michel PABLO

Publications de "Quatrième Internationale"



PREFACE

Dans cette brochure j'ai suivi la ligne générale des exposés que j'avais été chargé de faire devant un groupe de jeunes cadres du mouvement de la IV^e Internationale (Trotskystes) en mars 1952.

Je me suis servi à ce propos de l'analyse de la situation internationale et de ses perspectives faites par le III^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale qui s'est tenu en 1951.

Le but plus particulier de ce travail est de donner, sous une forme capable d'intéresser un large public prolétarien, la compréhension de la nouvelle période ouverte par la deuxième guerre mondiale et ses perspectives d'évolution.

Des changements, d'une portée historique jamais égalée dans le passé, se sont déjà produits depuis lors et d'autres sont en train de se produire.

Avec une vitesse vertigineuse le monde s'agite, se transforme et, jusqu'en ses coins les plus reculés, change de base.

La compréhension consciente des hommes pris par ce tourbillon révolutionnaire, et qui sont sans préparation suffisante en matière sociale, retarde sur le processus objectif.

Sous leurs yeux, mais sans qu'ils saisissent clairement le sens et toute l'importance de l'enjeu, se prépare la lutte décisive et finale entre l'ancien et le nouvel ordre social, le capitalisme et le socialisme.

Des facteurs épisodiques qui ne sont, historiquement, ni fondamentaux ni déterminants, et qui viennent s'entremêler avec les forces sociales principales en lutte — tel par l'exemple le phénomène de la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. et des directions des Partis communistes — obscurcissent encore davantage le tableau déjà compliqué que présente la scène internationale de la lutte de classes contemporaine.

Contribuer, ne fut-ce que modestement, à dissiper les brumes qui empêchent une vision plus claire, c'est permettre une action révolutionnaire plus efficace, dans le sens de l'Histoire, de tous ceux qui ne se contentent pas de la subir, d'être ses instruments inconscients, mais désirent y participer en pleine connaissance de cause et ainsi seulement garantir la victoire.

AOÛT 1952.

Michel PABLO.

ANARCHIE

OU REVOLUTION SOCIALE ?

L'HUMANITÉ est menacée d'une nouvelle guerre mondiale, la troisième de ce siècle. Pour des millions d'hommes qui ont vécu dans le climat de ces quarante dernières années, l'histoire apparaît comme une succession torrentielle d'événements bouleversants, mettant constamment en cause tout équilibre provisoire.

Ils déduisent, de cette tumultueuse marche du monde qu'ils subissent, l'alarmante sensation d'être emportés toujours plus loin par des forces immenses et incontrôlables.

Les plus clairvoyants parmi les observateurs bourgeois osent maintenant parler d'un processus de « Révolution Internationale » (1) commencé depuis la première guerre mondiale et qui est loin d'être arrêté.

Mais leur position de classe les empêche, d'autre part, de saisir le caractère historiquement constructif et progressif de ce processus.

La « Révolution Internationale » faute d'être accompagnée « d'une claire compréhension des solutions » (2) a conduit, disent-ils, « à l'anarchie internationale ».

En réalité l'idée du désordre ne vient qu'aux hommes qui, ayant lié leur sort à un *ordre social donné*, sont incapables d'entrevoir son remplacement révolutionnaire et non évolutionniste, par un *ordre social nouveau*.

Par contre, pour les hommes qui étaient déjà depuis longtemps armés d'une compréhension profonde de la nature contradictoire et explosive du régime capitaliste et de la perspective socialiste, la « révolution internationale » commencée, loin d'avoir dégénéré en « anarchie internationale », s'achemine au contraire vers le remplacement révolutionnaire inéluctable du capitalisme par *l'ordre socialiste mondial*.

A la question « qu'est-il réellement arrivé ? » depuis la première guerre mondiale, il n'y a en réalité qu'une seule réponse : comme aux temps obscurs de la fin de l'Empire Romain, comme aux temps de l'époque napoléonienne en Europe, d'anciens régimes sociaux s'écroulent sous les coups des guerres et des révolutions, qui s'entreprennent et un nouvel ordre social vient s'édifier sur leurs ruines.

Naturellement il s'agit d'un processus permanent qui s'étale dans le temps et l'espace, prend des formes convulsives, uniques, et apparaît comme déclenché par des forces catastrophiques en dehors du contrôle des hommes.

C'est l'aspect propre à toute *période révolutionnaire de transition* entre deux régimes sociaux, l'ancien qui se disloque et s'écroule, le nouveau qui émerge et prend forme peu à peu.

Nous vivons actuellement dans la période de transition entre le capitalisme et le socialisme et la phase immédiate qui est devant nous, dans les quelques années à venir, est celle de la lutte décisive et finale entre ces deux systèmes sociaux.

Pour arriver à une telle conception du cours actuel de l'histoire, il faut scruter plus profondément que les apparences, éliminer les facteurs secondaires non déterminants qui entrent naturellement dans la composition de tout phénomène, et se hisser au niveau d'une perspective mondiale globale.

Le privilège d'un tel point de vue n'est pas l'apanage d'une élite « intelligente ».

Il dépend plutôt de la position de classe occupée par tel ou tel penseur politique.

L'intelligence en matière de pensée sociale et politique est fonction de cette position.

Les traditions, l'éducation, les forces et les intérêts de classe jouent dans ce domaine un rôle beaucoup plus déterminant que les arguments de raison pure. Chacun raisonne selon le milieu social dont il fait partie, ou dont il subit, même indirectement et inconsciemment, la pression. Chacun est plus ou moins réceptif à telles ou telles idées, à tel ou tel argument, non pas selon la force de persuasion propre que renferment les idées et les arguments, mais selon toute sa préparation et son intégration sociales.

Car s'il en était autrement, il y aurait déjà longtemps que serait établi sur cette terre « le royaume de la raison », à la place de la plus extravagante réalité qui règne en nos jours.

Des penseurs bourgeois « intelligents », les événements aidant (sinon les forçant), arrivent maintenant de plus en plus nombreux à s'habituer à l'idée que le régime capitaliste est irrémédiablement condamné et qu'une sorte de *modus vivendi* avec les forces de la Révolution Socialiste est préférable à une guerre qui sera catastrophique avant tout pour le capitalisme. Ils forment la partie dite « neutraliste » — ses adversaires bourgeois disent « défaitiste » — de la bourgeoisie européenne en particulier.

Mais leur position de classe les empêche, malgré tout, d'épurer leur vision du processus historique d'une série de limitations, de déformations et de lamentations absurdes sur la « tragédie » mondiale en cours.

Insensibles sinon foncièrement hostiles par toute la structure sociale de leur être, à l'aube socialiste de l'humanité qui pointe, ils ne dépassent qu'épisodiquement la critique négative du système capitaliste (3).

La conception de la Révolution Socialiste Mondiale actuellement en cours n'appartient qu'aux marxistes révolutionnaires, c'est-à-dire aux représentants authentiques de la classe révolutionnaire qui véhicule cette Révolution : le prolétariat. C'est seulement une infime minorité de l'humanité qui vit consciemment l'histoire de son temps, qui

y participe consciemment et qui, de ce fait, est déjà libérée par l'esprit de la servitude aux forces « catastrophiques », « aveugles » qui façonnent, selon la majorité encore des hommes, leur destin.

(1) Tel ce groupe d'historiens anglais qui, sous la direction d'Arnold Toynbee, a entrepris l'édition en douze volumes d'une analyse des événements dans la période de 1939-1946 (*The World in March, 1939*, Edited by A. Toynbee and F.T.A. Gwotkin, Oxford University Press).

(2) *The Observer*, 11 mai 1952.

(3) Il est infiniment probable que, sans la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. et de la direction des Partis communistes, le socialisme aurait un tout autre attrait pour les éléments les plus sains et les plus clairvoyants des classes dirigeantes et faciliterait leur adhésion au nouvel ordre social.



LE MONDE D'AUJOURD'HUI

I

NOUVELLE PHASE DE LA DECADENCE IMPERIALISTE

Il ne suffit pas de parler d'une ère de révolution sociale en marche ; il faut la saisir dans ses éléments concrets, ses causes, ses forces motrices, et dans leur dynamique, ses perspectives.

Ceux qui situent les origines du « drame » actuel au déséquilibre provoqué par la première guerre mondiale veulent oublier ou ne comprennent pas que des forces internes antagonistes, inhérentes à la nature du régime capitaliste, travaillaient déjà, avant cette guerre, à provoquer aussi bien celle-ci que le déséquilibre en résultant.

La nostalgie d'un retour au capitalisme équilibré de la fin du siècle passé repose sur l'ignorance du fait que les conditions de cet équilibre évoluaient déjà, d'une manière irréversible, vers le déséquilibre.

De ce système rêvé d'équilibre de jadis on trouvera difficilement une description plus savoureuse que celle-ci : « un système basé sur la souveraineté nationale, l'acceptation de la guerre en permanence, l'utilisation rationnelle de l'équilibre des forces, une dictature collective du monde par les

grandes puissances, et des règlements temporaires appuyés par l'intérêt propre bien compris et par une menace constante d'un emploi réciproque de la force. » (1).

Il s'agit naturellement de la manière de voir les choses d'un journaliste ou encore d'un honnête professeur des Sciences Politiques.

En termes scientifiques, marxistes, ce système correspondait à la phase culminante du capitalisme industriel de la fin du siècle passé, phase qui se confondait déjà avec les débuts de la décadence impérialiste du régime : celle de la concentration monopoleuse de la production ; de la primauté de l'exportation des capitaux sur l'exportation des marchandises ; de la division du monde entier en zones d'influence entre les grandes puissances capitalistes.

L'Europe capitaliste régnait au centre de cet univers, entourée de zones périphériques semi-coloniales et coloniales qui assuraient l'expansion et l'équilibre du système.

Mais quand nous disons l'Europe, il s'agit en réalité d'une abstraction, qui ne tient pas compte de la pluralité d'Etats capitalistes antagonistes qui la composaient.

Ce sont les rivalités des principales puissances européennes afin de repartager entre elles le monde déjà partagé (en premier lieu la rivalité de l'Angleterre et de l'Allemagne) qui ont provoqué, comme on le sait, le premier conflit impérialiste mondial.

Cette guerre, déjà, avait scellé le sort historique de l'Europe capitaliste.

Bien qu'entre 1918 et 1939 l'Europe occupait encore la première place dans la production industrielle du monde, surclassant toujours les Etats-Unis, ses forces productives stagnaient, son expansion impérialiste avait pris fin, et le rétrécissement de ses bases coloniales avait même déjà commencé (2).

Sur le firmament capitaliste montaient d'un côté l'étoile de l'impérialisme américain, et de l'autre côté celle de l'impérialisme japonais.

Les Etats-Unis profitaient de leur immense marché intérieur et de la décadence de l'Europe capitaliste fortement endettée envers eux durant la guerre.

L'impérialisme japonais profitait d'une main-d'œuvre à bas prix et de sa position à proximité des vastes marchés de l'Extrême-Orient qu'il avait entrepris de conquérir à coup de marchandises bon marché et à coups de canon.

Une troisième force, l'U.R.S.S., avait soustrait au capitalisme, à la faveur de la Révolution d'Octobre, un territoire aussi vaste qu'un sixième de la terre, et jetait, retranchée dans ses frontières, les bases d'une gigantesque puissance d'un nouvel ordre social.

La grande crise économique de 1929-33 accéléra le déclin irrémédiable de l'Europe. Elle ne se releva que partiellement de cette crise, grâce à l'économie des armements entreprise avec frénésie à partir de 1935 en particulier et qui la précipita avec l'ensemble du monde capitaliste, dans la deuxième guerre mondiale de 1939-1944.

Examinée d'un point de vue social, cette guerre était aussi une guerre interimpérialiste, ayant

impliqué dans ses développements le premier Etat ouvrier, l'U.R.S.S.

Elle visait à repartager le monde, y compris l'U.R.S.S., entre les puissances impérialistes.

Ses résultats cependant ne sont pas une reproduction simple ou tout au plus agrandie de l'image du monde laissée par la première guerre mondiale.

L'Histoire ne se répète que sur le plan des analogies et des ressemblances extérieures et superficielles ; son contenu se renouvelle en réalité sans cesse, donnant ainsi lieu à des situations qualitativement nouvelles.

La deuxième guerre mondiale a à la fois ouvert une nouvelle phase de la décadence du régime capitaliste et permis le déploiement d'une ampleur de plus en plus décisive des forces de la Révolution Socialiste Mondiale inaugurée par la Révolution Russe de 1917.

Les changements de structure provoqués par la deuxième guerre mondiale

Tel qu'il se décante après la fin de la récente guerre, le monde est, en plusieurs de ses aspects, un *monde nouveau* par comparaison avec son état d'avant 1939.

Le régime capitaliste existe toujours mais fonctionne dans des conditions nouvelles qui déterminent un déséquilibre permanent s'aggravant sans cesse.

La partie de l'humanité qui vit sous un nouvel ordre social, préparatoire au socialisme, est passée d'un douzième à un tiers de la population totale du globe.

Les deux régimes se côtoient maintenant sur

des milliers de kilomètres de frontières communes, dans une épreuve de force de tous les jours qui change aussi constamment le rapport de force entre eux.

La coexistence, inscrite dans les faits géographiques, n'est pas « pacifique » ; elle est, par la nature sociale différente même des deux systèmes, tendue vers l'épreuve dynamique, la destruction violente du *statu quo*, le conflit à mort.

Toute crise, tout affaiblissement à l'intérieur de l'un ou l'autre système se traduit automatiquement dans un renforcement du camp adverse.

A l'intérieur même du système capitaliste, ses éléments composants se trouvent structurellement modifiés par rapport à la situation d'avant-guerre.

De nouvelles relations ont surgi entre les deux centres capitalistes proprement dits, l'Europe Occidentale et les Etats-Unis, ainsi qu'entre ces deux centres d'une part et les pays coloniaux et semi-coloniaux d'autre part.

L'Europe capitaliste a irrémédiablement perdu sa prépondérance industrielle au sein du monde capitaliste en faveur des Etats-Unis (3) ainsi que les conditions d'un nouvel équilibre relatif, comparable à celui qu'elle connut encore dans les années d'entre les deux guerres.

Les zones semi-coloniales et coloniales qui assuraient le maintien équilibré de son activité économique, en lui fournissant les matières premières nécessaires et en absorbant ses capitaux et ses marchandises, sont soit disparues complètement, ou en train de disparaître, soit en état d'insécurité tel, que le placement de capitaux par exemple est pratiquement stoppé.

Les pays de l'Europe orientale, producteurs de produits agricoles et consommateurs de produits industriels, sont incorporés dans l'orbite soviétique et, par les effets de la « guerre froide », leur commerce avec l'Europe occidentale est pratiquement nul.

Les marchés asiatiques ont disparu à la suite des révolutions, au profit soit des nouveaux régimes sociaux, soit des bourgeoisies nationales qui ont accédé au pouvoir (Indes, Ceylan, Indonésie). Dans d'autres régions aussi bien d'Asie que d'Afrique, l'insécurité s'est installée en permanence, diminuant considérablement les profits et les possibilités de profit des impérialistes (Malaisie, Vietnam, Birmanie, Iran, pays du Moyen-Orient, colonies africaines). En Amérique latine la plupart des positions européennes ont été liquidées au profit de l'impérialisme américain et des bourgeoisies indigènes.

L'énorme mouvement d'émancipation qui secoue le monde colonial et semi-colonial a déjà mis à genoux tout d'abord le capitalisme européen.

La position de l'Europe envers les États-Unis s'est modifiée dans le sens d'une dépendance accrue et irréversible. La balance des comptes entre le nouveau et le vieux continent est devenue d'une manière permanente, pour des raisons structurelles, excédentaire pour le premier, déficitaire pour le second.

Les besoins de l'Europe capitaliste en marchandises, capitaux et services en provenance des États-Unis sont incompressibles, c'est-à-dire indispensables au fonctionnement tant soit peu normal de son économie dans les nouvelles condi-

tions de division du travail établies à travers la deuxième guerre. Mais, les importations aux États-Unis en provenance de l'Europe ne présentent pas le même intérêt vital pour l'économie américaine. D'autre part les ressources propres de l'Europe ne lui permettent plus de financer ses achats indispensables aux États-Unis. Il s'ensuit que seule « l'aide » permanente américaine peut combler le déficit en dollars. La contrepartie de cette « aide » se réalise cependant en concessions politiques liant l'Europe capitaliste d'une façon toujours plus stricte au char de l'impérialisme américain.

Les États-Unis eux-mêmes érigés en centre du monde capitaliste moderne dont ils assument, comme jadis l'Angleterre, la fonction de banque et d'usine, arrivent à l'apogée de leur puissance à une heure tardive et fatale pour l'ensemble du système capitaliste. Leur ascension prodigieuse fut stimulée par les immenses possibilités de leur marché intérieur ainsi que par les besoins et l'appauvrissement de tout le reste du monde capitaliste.

Les deux guerres impérialistes en particulier ont fait la fortune colossale des États-Unis.

Grâce à la conjoncture exceptionnelle de la dernière guerre, les États-Unis ont pu non seulement surmonter les effets déprimants de la grande crise de 1929-1933 sur leur économie, mais aussi porter la concentration et la puissance de leur appareil productif à un niveau fantastique.

Les besoins de la guerre ont éperonné ce galop des forces productives.

Mais en même temps, dans le monde, les condi-

tions se modifiaient dans un sens contraire à un développement équilibré d'une telle puissance capitaliste. Pour maintenir et accroître ses forces productives actuelles, le capitalisme américain a besoin de terrains illimités d'expansion, d'un marché qui puisse aussi se dilater constamment.

Le marché intérieur ne suffit plus, sa capacité d'absorption restant non seulement disproportionnée par rapport à la capacité de production de l'économie américaine, mais encore en diminution constante, minée par l'inflation.

Reste l'expansion sur le marché mondial.

Jusqu'à ce jour, l'exportation de marchandises et de capitaux privés à l'étranger a joué un rôle relativement minime dans l'ensemble de l'économie américaine.

L'entreprendre actuellement sur une large échelle exigerait des conditions internationales comparables à celles qui caractérisaient le monde aux temps de l'hégémonie britannique : de vastes réserves coloniales ou semi-coloniales prêtes à permettre l'expansion impérialiste ou forcées de le faire, mais qui, à la suite des changements provoqués par la récente guerre, font justement défaut.

Ainsi l'impérialisme américain qui regorge actuellement de forces productives est obligé de canaliser leur surplus dans des *marchés artificiels* : les dépenses pour les armements, et les « dons à l'étranger » (4).

Le pourcentage de ces deux branches d'activité dans l'ensemble de l'économie américaine surpasse de loin le pourcentage des exportations de marchandises et de capitaux privés et est en

augmentation constante depuis la fin de la guerre (5).

C'est *l'Etat* qui assume cette fonction régulatrice de l'économie américaine. Mais de ce fait même le développement de l'impérialisme américain est irrémédiablement engagé dans la voie de la préparation à la guerre, et d'une ingérence de caractère politique agressive dans les affaires de tous les autres pays capitalistes (6).

Il s'agit là d'un fonctionnement anormal, imposé par les conditions internationales nouvelles, du plus puissant impérialisme qui, arrivé à l'apogée de sa puissance à une heure tardive pour l'ensemble du système capitaliste, ne peut plus emprunter les mêmes voies d'expansion que le capitalisme britannique et le capitalisme européen en général ont suivies dans le passé.

C'est l'image de la phase ultime, parasitaire, décadente et destructive de l'impérialisme.

Le besoin de contrôler et, si possible, de monopoliser les sources de matières premières dans le monde devient d'autre part impérieux pour les Etats-Unis, au fur et à mesure que leurs propres ressources s'épuisent (7).

« Il faut se rappeler que les Etats-Unis ne dépendent pas seulement leur propres ressources », note Mr A. Bevan (*In Place of Fear*, p. 159) et il ajoute : « ils dépendent le stock commun de l'humanité ». C'est leur supériorité financière écrasante sur tous les autres pays capitalistes et le dynamisme de leur appareil de production qui permettent aux Etats-Unis ce luxe.

Les conséquences économiques et politiques de

cette chasse aux matières premières sont immenses.

En pourchassant et en stockant les matières premières de par le monde, les Etats-Unis contrôlent à la fois les prix et les possibilités de production de l'ensemble du marché capitaliste. La dépendance envers les Etats-Unis des autres régions capitalistes, et de l'Europe en particulier, devient dans ces conditions encore plus stricte.

L'exemple de l'Angleterre et de la zone sterling en général, à ce propos, est frappant.

Les recettes en dollars de cette zone viennent principalement de la vente de quatre matières premières (étain, caoutchouc, laine et cacao).

« Selon les prix payés, les quantités achetées, elles-mêmes fonction de la conjoncture américaine, les dollars acquis par la zone sterling peuvent varier du simple au double ou au triple » (8).

Au cours de la période du boom provoqué par la guerre de Corée les réserves en or et en devises de la zone britannique s'étaient accrues si rapidement que le gouvernement britannique renonça spontanément à l'aide du Plan Marshall. Quand les cours des matières premières sont retombés, les recettes exceptionnelles en dollars ont disparu laissant derrière elles seulement leurs conséquences inflationnistes pour l'économie britannique (9).

D'autre part, l'ingérence des Etats-Unis dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, producteurs de matières premières, ne ferait (si le temps le permettait) que croître et revêtir des formes diverses : de l'expropriation de leurs anciens maîtres impérialistes, ou de la codirection avec ceux-

ci des colonies, à la lutte armée directe contre les mouvements nationaux émancipateurs, et la conquête territoriale pure et simple de ces pays par les Etats-Unis, sous une forme ou une autre.

(1) Sebastian Haffner, *The Observer* (11 mai 1952).

(2) La production des Etats-Unis entre les deux guerres n'était que les trois quarts environ de la production européenne globale.

(3) La production américaine par comparaison avec celle de l'Europe a passé de 76 % en 1937 à 151 % en 1947; elle est actuellement supérieure d'un tiers environ à la production européenne globale, et représente près de la moitié de la production mondiale.

(4) 35 milliards de dollars depuis 1944.

(5) Les exportations américaines ne dépassent pas 10 % de la production totale du pays (en réalité elles étaient de 4,9 % en 1946 et de 6,6 % en 1947). D'autre part, la moyenne du capital privé exporté entre 1946 et 1949 était à peine de 600 millions de dollars, soit un cinquième de la moyenne annuelle de l'aide Marshall, et un vingt-cinquième du budget militaire jusqu'à 1947 (15 milliards de dollars).

(6) Toute « aide » que les Etats-Unis accordent aux pays étrangers évolue fatalement avec l'ensemble de la politique de cet Etat vers une aide « à caractère *politique et militaire* ».

C'est le cas par exemple du Plan Marshall qui a été absorbé par les buts politico-militaires du Pacte Atlantique. Et c'est encore le cas de l'« Armée Européenne » dirigée par le Pentagone.

(7) Fer en voie d'épuisement; cuivre, plomb, en quantités insuffisantes; étain, en quantité dérisoire. Sur soixante-quatorze catégories de matériaux stratégiques critiques, les Etats-Unis en importent déjà plus de quarante en totalité. Ils consomment, d'autre part, 10 % de matières premières de plus qu'ils n'en produisent.

(8) Raymond Aron, *le Figaro*, 2-3 août 1952.

(9) M. A. Bevan donne un autre exemple concret des conséquences de cette dépendance dans le cas hypothétique d'un arrêt du réarmement. Le monde entier en dehors du

bloc dominé par les Sovièts sera engrené à l'économie des Etats-Unis.

« Nous avons déjà appris ce que cela signifiait, même avant que le dernier accroissement gigantesque de la capacité productive des Etats-Unis n'eût ses effets.

« Un recul de quatre pour cent dans l'emploi aux Etats-Unis a suffi à produire une crise en Europe. Un rapport récent publié par les Nations Unies souligne tristement le danger. Il souligne, que si un recul semblable suivait le réarmement et s'il avait pour résultat une perturbation de même ordre, alors le revenu, en dollar, du monde extérieur serait diminué en deux ans de dix milliards de dollars, soit un quart du revenu total ». (« In place of fear », p. 163).

II

LA REVOLUTION COLONIALE

LE régime capitaliste a évolué organiquement grâce à ses possibilités d'expansion et d'exploitation dans les zones coloniales et semi-coloniales. Son équilibre, son existence même étaient à ce prix, dépendaient de cette forme de division internationale du travail.

En supposant que ces pays, sans même devenir socialistes, s'engagent tous dans la voie d'un véritable développement capitaliste, s'industrialisent et développent véritablement leurs forces productives, l'existence du capitalisme, en tant que système mondial, serait tout simplement rendue impossible. Celui-ci exploserait sous la pression de la pléthore des forces productives incompatibles avec les formes de production capitalistes. C'est ce qu'entendait Engels quand il écrivait, en 1895, à propos de la Chine, « la conquête de la Chine par le capitalisme donnera une impétuosité au renversement du capitalisme en Europe et en Amérique. »

Actuellement la base coloniale du système capitaliste est en train de se disloquer sous les formidables coups que lui assène le mouvement torrentiel d'émancipation des masses coloniales et semi-coloniales.

Ce phénomène est de loin la conséquence la plus importante de toutes celles que la deuxième guerre mondiale a entraînées et, avec la Révolution Russe de 1917, c'est l'événement le plus important de ce siècle.

Il constitue une contribution capitale au développement de la Révolution socialiste mondiale en cours, aussi bien par le fait qu'il détruit les fondements économiques du système capitaliste et qu'il stimule l'activité révolutionnaire des masses prolétariennes dans les métropoles. Même si la Révolution coloniale se limitait au seul cas de l'émancipation de la Chine, cet événement n'aurait pas moins d'importance que celle que lui accordait déjà Marx : « On peut prédire avec sûreté que la Révolution chinoise jettera une étincelle dans le baril de poudre du système (capitaliste) industriel actuel, qu'elle provoquera une explosion de la crise générale qui se prépare. Et dès que le système capitaliste se sera étendu aux pays étrangers, cette crise générale viendra tout de suite après la révolution politique sur le continent ».

La Révolution coloniale actuelle a naturellement reçu un élan impétueux grâce à la victoire historique que les masses chinoises ont remportée sur l'impérialisme (1). Mais elle ne se limite pas à la Chine.

Nourrie fondamentalement par l'affaiblissement de l'impérialisme consécutif à la guerre, la décomposition des classes possédantes indigènes et le puissant mouvement des masses soumises à un incroyable régime d'exploitation et d'oppression qu'elles ne veulent plus tolérer, la Révolution coloniale se propage en chaîne dans tous les pays et dans toutes les régions du globe à structure sociale coloniale et semi-coloniale semblable : de l'Extrême-Orient aux pays du Moyen-Orient, des

colonies africaines aux pays semi-coloniaux de l'Amérique latine.

Dans un sens il est absolument logique que la désagrégation soit plus rapide « aux extrémités de l'organisme bourgeois qu'à son cœur où la réglementation de ses fonctions est plus aisée que partout ailleurs. » (K. MARX, *La Guerre civile en France*).

Toute la compression que l'impérialisme, allié aux classes dirigeantes *compradores* de ces pays, a exercée pour freiner le développement économique de ces pays (2) et y maintenir une structure sociale surannée ainsi que les conditions éhontées d'exploitation de leurs masses, se retourne maintenant avec une violence centuplée contre lui et ses alliés indigènes.

Ce n'est pas seulement la Chine « en ébranlant le monde » qui a rempli de stupeur les maîtres impérialistes accoutumés jusqu'à la dernière guerre à la passivité des masses coloniales désarmées, écrasées et tenues en échec par quelques forces mercenaires policières et militaires. Quand l'ouragan de la Révolution coloniale a atteint le Golfe persique et les rivages de la Méditerranée orientale, déferlant sur les terres bénies jusqu'alors de l'exploitation coalisée des impérialistes et des féodo-capitalistes indigènes, le seul mot venu spontanément aux lèvres des journalistes et des politiciens de l'Occident fut celui de « Révolution ».

L'ampleur des événements excluait toute échappatoire, toute tentative de les attribuer aux « machinations du Kremlin » ou d'« agitateurs » isolés.

Du coup, l'investigation de la réalité sociale dans cette région secouée « par la révolution » a connu une floraison inattendue dans la presse bourgeoise. Des découvertes splendides ont été faites sur les beautés du colonialisme, soi-disant ignorées jusqu'alors. Par exemple, les propriétaires terriens qui représentent à peine 0,2 % de la population rurale disposent de 70 % des terres en Iran ; les dividendes payés par l'Anglo-Iranian à l'Etat iranien s'élevaient à une somme absolument dérisoire ; dans ce pays, le salaire journalier d'un homme égale à peine le salaire de deux heures de travail d'un ouvrier européen, celui d'une femme à peine le salaire d'une heure, et celui d'un enfant 30 à 50 francs par jour. Dans le fameux 10^e arrondissement de Téhéran, pour vivre des fillettes de 12 ans s'adonnent en masse à la prostitution ; les adultes, hommes et femmes, à l'opium, etc. (3). Images analogues pour l'Egypte, ainsi que pour les paysans et ouvriers agricoles de Tunisie, d'Algérie et du Maroc.

Mais a-t-on jamais sérieusement réfléchi sur le fait que ces conditions sont à peu près les mêmes pour l'écrasante majorité de l'humanité parquée dans les réserves coloniales et semi-coloniales du système capitaliste, en Asie, en Afrique, en Amérique latine ? Que le niveau, privilégié par comparaison, des masses prolétariennes des métropoles reposait en particulier sur cette immense misère de la majorité de l'humanité ?

Le réveil révolutionnaire des masses les plus exploitées sonne le glas du système qui les a maintenues jusqu'à présent dans ces conditions abjectes de déchéance humaine.

Il importe peu que leur mouvement de révolte revête à ses débuts telle ou telle forme politiquement plus ou moins claire et consciente. Ce qui compte, ce sont les effets et la dynamique de ce mouvement.

Les conditions économique-sociales de ces pays coloniaux et semi-coloniaux déterminent nécessairement que le mouvement des masses parte du niveau *national-démocrate* et non d'un niveau *prolétarien-socialiste*, comme c'est le cas avec le caractère qu'ont en dernière analyse les mouvements des masses métropolitaines.

Les masses des pays arriérés, qui sont en leur majorité des masses petites bourgeoises paysannes et citadines (commerçants, artisans, fonctionnaires, intellectuels), dans leur mouvement initial et spontané sont portées à résoudre avant tout des tâches d'ordre national et démocratique : indépendance et unification du pays, révolution agraire. De ce fait, par la nature de ces tâches, leur révolution commence comme une révolution nationale *démocratique bourgeoise* et non pas comme une *révolution socialiste*.

Mais déjà à ce stade, et même si elle est dirigée non par un parti révolutionnaire représentant le prolétariat et les couches pauvres de la population, mais par un parti bourgeois ou petit-bourgeois, cette révolution dans la mesure où elle s'attaque aux positions de l'impérialisme, comme c'est le cas actuellement en Iran, en Egypte, en Bolivie, constitue un facteur historiquement progressif.

Même si elle se limite à remplacer le contrôle direct de l'impérialisme sur le pays par celui de

la bourgeoisie indigène qui accède au pouvoir et à l'indépendance formelle (comme c'est le cas aux Indes, à Ceylan, en Indonésie), la Révolution coloniale est historiquement progressive car elle restreint, ne fût-ce que modérément, les assises économiques de l'impérialisme métropolitain, et permet un développement, ne fût-ce que modeste, des forces productives du pays, freinées par la domination directe de l'impérialisme.

Le développement des Indes depuis son indépendance, ou celui de l'Argentine sous le régime de Péron, est à ce propos significatif.

D'autre part, la Révolution coloniale une fois commencée à partir du niveau *national démocratique* a une tendance irrésistible à se développer en *révolution socialiste*.

La bourgeoisie nationale dans ces pays a trop de liens économiques d'un côté avec l'impérialisme, de l'autre avec les féodaux indigènes, pour pouvoir mener une lutte résolue et conséquente contre les uns et les autres et achever ainsi, à la tête des masses, la phase démocratique bourgeoise de la révolution.

D'autre part, mise en face du rôle de plus en plus actif du prolétariat, des paysans et des éléments pauvres de la petite bourgeoisie citadine dans la Révolution, la bourgeoisie, grâce à un sûr instinct de classe, voit son principal ennemi futur en la personne de ces masses. Elle sait que leurs revendications historiques dépassent largement le cadre de la phase nationale démocratique de la Révolution, et craint leur maturation politique et leur aguerrissement dans la lutte révolutionnaire commencée en commun.

Elle est ainsi forcée, au cours de la lutte même, de changer de camp, de s'allier plutôt à l'impérialisme et aux féodaux indigènes (4), d'arrêter à mi-chemin la Révolution inachevée et de se retourner contre les masses. Une telle dynamique et une telle logique de la Révolution coloniale sont illustrées par les différents développements qu'ont connus et que connaissent les luttes engagées dans ces pays.

En général, partout, dans ces différents cas, qu'il s'agisse des Indes, de la Chine, du Vietnam, de l'Iran, de l'Égypte ou de la Bolivie, la lutte commence au niveau *national démocratique*, c'est-à-dire avant tout contre l'impérialisme étranger, pour l'indépendance et l'unification nationales du pays. Dans cette première phase se constitue une sorte de front commun entre la bourgeoisie nationale, la petite bourgeoisie citadine, le prolétariat, la paysannerie ; et la direction politique passe aux mains des partis bourgeois ou petits bourgeois. Mais très vite la lutte des classes s'entremêle avec la lutte nationale, la Révolution acquiert une autre dynamique et change de phase.

Elle se porte alors vers le conflit avec sa direction bourgeoise ou petite bourgeoise et son remplacement en fait par la direction prolétarienne alliée à la paysannerie pauvre.

C'est cette dernière opération qui déterminera, par son succès ou son insuccès, la réussite ou non de la Révolution dans son ensemble, y compris de sa phase nationale démocratique elle-même.

La grande leçon historique qui se dégagera déjà

lors de la Révolution Russe et qui fut ensuite confirmée négativement ou positivement par toutes les révolutions qui ont eu lieu ou qui ont lieu actuellement, c'est que le triomphe même de la phase nationale démocratique de la Révolution est impossible sans une direction prolétarienne, qui remplace la direction bourgeoise ou petite bourgeoise. Sinon la Révolution se trouve inéluctablement bloquée à mi-chemin, inachevée, en particulier tant sur le plan d'une véritable émancipation du contrôle de l'impérialisme, que de la révolution agraire. Illustrons ces idées par quelques exemples concrets contemporains.

Prenons tout d'abord le cas de l'Iran, de l'Égypte et de la Bolivie. Ces pays semi-coloniaux jouissent tous trois d'une indépendance formelle, mais l'impérialisme veut les maintenir sous son contrôle. De ce fait le mouvement des masses a débuté dans ces pays comme un mouvement national démocratique, c'est-à-dire avant tout anti-impérialiste, et sa direction est passée soit aux mains de représentants de la bourgeoisie nationale (Égypte), soit aux mains de représentants de la petite-bourgeoisie radicale comme en Iran et surtout en Bolivie (le parti du Mouvement National Révolutionnaire). Mais la lutte anti-impérialiste dans les trois cas a très vite débordé ce stade initial, les masses ayant lié cette lutte à celle pour leurs propres revendications de classe contre les classes possédantes indigènes, en commençant par leurs dirigeants les plus représentatifs et les plus abhorrés, le Shah, le roi et leur entourage immédiat.

En Bolivie les ouvriers armés organisés dans la

Centrale Ouvrière mettent en avant un programme qui équivaut pratiquement à l'instauration d'un véritable pouvoir ouvrier dans le pays. Le conflit entre les masses et leur direction bourgeoise ou petite bourgeoise est déjà latent et ira en s'aggravant. Seul le danger de voir passer cette direction aux mains des éléments de gauche conscients, a obligé les éléments bourgeois les plus clairvoyants de ces pays, à jeter du lest, à accorder quelques concessions, et à s'ériger eux-mêmes en défenseurs des aspirations des masses, afin de pouvoir continuer à contrôler celles-ci.

Ils se sont mis du même coup dans une situation de fait *bonapartiste*, maintenant l'équilibre entre les masses, la réaction indigène, et l'impérialisme, aussi bien Mossadegh, Neguib, que Paz Estensoro. Ils rappellent tous Kerensky avant Octobre 1917. L'autre alternative est l'écrasement des masses et l'instauration d'une nouvelle dictature.

Les cas des Indes, de Ceylan, de l'Indonésie sont un peu différents.

Si la bourgeoisie nationale gouverne directement dans un pays, depuis un certain temps déjà, dans des conditions relativement plus stables pour son régime, tout en ayant maintenu inachevée la phase nationale démocratique de la Révolution (5), ceci s'explique par le rapport des forces différent entre cette bourgeoisie nationale et les autres classes de ces pays.

La bourgeoisie, aux Indes et à Ceylan surtout, est relativement assez forte, mieux organisée, et continue à bénéficier dans une certaine mesure du

prestige acquis auprès des masses lorsqu'elle lut-
tait, à leur tête, contre l'impérialisme.

Cependant la désaffection des masses à son
égard progresse maintenant à grands pas dans
tous ces pays, et l'étape prochaine de la Révolu-
tion aussi bien aux Indes, à Ceylan qu'en Indo-
nésie sera celle de son parachèvement sous une
direction prolétarienne alliée à la paysannerie,
qui expropriera politiquement et économiquement
la bourgeoisie nationale.

Le cas de la Chine (et du Vietnam dans une
moindre mesure) est caractéristique de la condi-
tion *sine qua non* pour parachever la Révolution
même sur le plan national démocratique : *assurer
la direction prolétarienne du mouvement contre
le pouvoir politique et économique de la bour-
geoisie nationale.*

Les conquêtes faites à ce jour par la grande
Révolution Chinoise — indépendance et unifika-
tion du pays, réforme agraire — ont été réalisées
dans des conditions qui avaient assuré la direc-
tion de fait du Parti Communiste sur le mouve-
ment de masses, et la lutte de fait de ce parti,
poussé par sa base plébéienne paysanne, et prolé-
tarienne, contre le pouvoir politique et économi-
que de la bourgeoisie nationale.

C'est là le renversement spectaculaire — réalisé
dans les faits parce qu'imposé par la dynamique
du mouvement révolutionnaire des masses — de
la stratégie du Parti Communiste Chinois depuis
les années 1946-48 jusqu'à ce jour, par comparai-
son à la ligne qu'il a suivie dans les années 1925-
27, lors de la deuxième Révolution Chinoise, où

il se subordonnait à la bourgeoisie nationale, laissant le rôle dirigeant à son parti, le Kuomintang. Il en résulta jadis l'écrasement de la Révolution et un régime de dictature féroce pendant 20 ans pour la Chine.

La troisième Révolution Chinoise victorieuse parachève sa phase nationale démocratique, sous le pouvoir de fait du Parti Communiste appuyé sur le prolétariat et la paysannerie pauvre, et se développe déjà en Révolution socialiste.

Ainsi tous les aspects pris par l'extraordinaire éruption de la Révolution coloniale à présent justifient que celle-ci soit appréciée comme une partie intégrante du processus de la Révolution prolétarienne socialiste contemporaine.

Et ceci dans un double sens : non seulement parce que, dès son début à caractère national démocratique, la Révolution coloniale aide et facilite la lutte pour le socialisme des masses prolétaires dans les métropoles, mais aussi parce que, par sa dynamique interne, la Révolution coloniale tend à se développer en Révolution socialiste, et ne peut triompher qu'en tant que Révolution prolétarienne, c'est-à-dire sous la direction du prolétariat allié à la paysannerie pauvre, contre le pouvoir politique et économique de la bourgeoisie nationale.

(1) Nous examinons plus spécialement le cas de la Révolution chinoise dans le chapitre suivant.

(2) Tandis que les pays capitalistes dépensent actuellement environ une centaine de milliards de dollars par an pour des buts militaires, le fameux point IV « d'aide aux

pays arriérés » absorbe à peine quelque 200 millions de dollars !

(3) « En Iran, les riches fument l'opium par goût, les pauvres pour oublier.

« Une mission médicale suédoise estimait il y a quelques années la consommation de drogue à Téhéran à 300 kilos par jour, soit un gramme pour trois habitants : 108 tonnes d'opium au bout de l'année.

« Elle fixait aussi le nombre des intoxiqués à 75 % de la population. » (« Où va l'Iran ? », enquête de Jean-Marie de Moreuil, *Le Monde*, 25-29 juillet 1952.)

(4) Bourgeois et féodaux le plus souvent s'entremêlent dans ces pays et forment non deux couches séparées mais une seule catégorie sociale de féodo-capitalistes. Souvent, d'autre part, comme dans le cas de la Chine, la bourgeoisie usurière est le principal exploiteur de la paysannerie.

(5) Non seulement les positions de l'impérialisme ne sont pas complètement éliminées de ces pays, mais la question agraire qui intéresse l'énorme masse de la paysannerie reste toujours sans solution.

III

LES ETATS NON CAPITALISTES : L'U.R.S.S., LES « DEMOCRATIES POPULAIRES », LA CHINE

ENTRE les deux guerres, l'U.R.S.S. resta complètement encerclée par un monde capitaliste hostile (1). La Révolution victorieuse d'Octobre 1917 avait jeté les bases économiques et sociales d'un nouvel ordre social non capitaliste, caractérisé par l'étatisation de tous les moyens de production et la planification de l'économie.

Le caractère extraordinairement arriéré de la Russie de jadis et son encerclement prolongé par les pays capitalistes hostiles ont énormément entravé le développement harmonieux de ses forces productives et ont privé le nouveau système du bénéfice de l'aide très précieuse dans ce but du marché mondial. L'U.R.S.S. se développa principalement grâce à ses propres ressources très considérables et à l'effort gigantesque de ses masses travailleuses.

Si, malgré ce handicap, elle a pu progresser rapidement, s'industrialiser à un rythme jamais connu par aucun autre pays sous le capitalisme, subir victorieusement l'épreuve de la deuxième guerre mondiale, restaurer ensuite avec une rapidité étonnante les immenses destructions que cette guerre lui a causées et être actuellement la deuxième puissance industrielle mondiale après les Etats-Unis, tout ceci est dû avant tout à la supériorité écrasante du nouveau système de rapports

de production établi par la Révolution d'Octobre sur le système capitaliste, à sa vitalité et à sa souplesse.

Le caractère arriéré de la Russie et son encerclement impérialiste n'ont pas réussi à détruire les conquêtes économiques et sociales réalisées par la Révolution. Les méfaits de ces conditions défavorables se sont exercés avant tout sur le *caractère politique* du régime issu de la Révolution.

Celle-ci avait instauré, au temps de Lénine, un véritable régime de dictature du prolétariat allié à la paysannerie pauvre, appuyé sur les comités démocratiquement élus des ouvriers et des paysans, les *Soviets*.

Le prolétariat et les paysans pauvres, du temps de Lénine, détenaient directement le pouvoir politique, par le rôle actif qu'ils pouvaient exercer aussi bien dans la vie démocratique du parti de Lénine, que dans les *Soviets*, véritables organes de l'Etat Ouvrier.

Mais peu à peu ce rôle politique des masses a été éliminé par la formation et ensuite l'extension tentaculaire, monstrueuse, d'une caste bureaucratique. Cette bureaucratie a accaparé tout le pouvoir politique et, au lieu de permettre le dépérissement progressif — au fur et à mesure que les progrès économiques s'amplifiaient — de l'Etat, en tant qu'appareil de coercition (2) et de le rendre de plus en plus démocratique, elle a construit au contraire la plus formidable machine étatique que l'histoire ait jamais connue, qui tient dans un corset de fer toute la vie du pays dans

toutes ses manifestations, économiques, artistiques, scientifiques, culturelles.

L'idée que l'U.R.S.S. est actuellement en train de passer du *socialisme achevé au communisme*, avec une police intérieure plus puissante que jamais et toute la cohorte de misère matérielle qui existe encore dans de larges couches de la population (3) peut être défendue seulement par de cyniques bureaucrates (4) à l'usage des naïfs ou des ignorants.

L'U.R.S.S. est en réalité un régime *préparatoire au socialisme*, dont elle ne parachèvera la réalisation que dans le cadre de la victoire mondiale de celui-ci. Cette victoire éliminera les obstacles mis jusqu'à présent par le caractère arriéré de la Russie, l'encerclement impérialiste — et l'existence parasitaire consécutive de la bureaucratie elle-même — au véritable épanouissement du socialisme dans chaque pays pris isolément.

La rupture de l'encerclement impérialiste hostile, le libre accès de chaque pays aux possibilités du marché mondial, la coopération économique internationale sont des conditions capitales pour un développement équilibré et sain, surtout pour une Révolution prolétarienne ayant conquis le pouvoir dans un pays arriéré (5).

L'encerclement de l'U.R.S.S. a été définitivement brisé à la suite de la deuxième guerre mondiale et est en train de se transformer en son contraire : enveloppement du capitalisme par les pays non capitalistes, aussi bien en Europe qu'en Asie.

On réalise encore mal l'importance historique de ces changements fondamentaux dans la situa-

tion internationale, par comparaison avec son état d'avant-guerre.

La seule existence de la Chine révolutionnaire en Asie est un fait qui, potentiellement, a déjà scellé le sort de ce continent.

En supposant que l'impérialisme ajourne la guerre pour une dizaine d'années, l'ascension qui ne manquerait pas de se produire de la Chine au niveau d'une grande puissance s'industrialisant avec une vitesse égale, sinon encore plus grande, que celle de l'U.R.S.S. entre les deux guerres, disloquerait par simple effet d'osmose, par la contagion simple de l'exemple, l'ensemble de l'Asie, y compris les Indes et le Japon (6).

C'est d'ailleurs ce dynamisme de la Révolution chinoise que craint plus particulièrement la partie macarthurienne de la bourgeoisie américaine, ce qui la pousse à ne pas répéter « l'erreur » commise à l'égard de la Russie en 1917, mais à vouloir étouffer déjà dans l'œuf cette poudrière gigantesque qui incendiera tôt ou tard toute l'Asie.

Les changements provoqués en Europe Orientale et Centrale ne sont pas moins importants, plus particulièrement pour le sort du vieux continent.

Nous avons déjà mentionné le fait que l'équilibre d'avant guerre du capitalisme européen reposait en partie sur les échanges avec les marchés de ces régions du continent. Ces pays sont inclus maintenant dans une autre orbite économique, centrée autour de l'U.R.S.S. Ils sont d'autre part en train de s'industrialiser à un rythme qui, d'ici peu d'années, aura modifié complètement leur structure actuelle et le rapport des forces industrielles à l'intérieur de l'Europe (7).

Les conséquences sur le rapport des forces international — compte tenu de la fusion de ces pays, de l'U.R.S.S. et de la Chine, dans un même ensemble économique et stratégique — ne seraient pas moins grandes (8).

Le seul cas de la zone orientale de l'Allemagne, désormais résolument engagée dans la voie économique et sociale des autres « Démocraties Populaires » (9) est d'une importance exceptionnelle pour l'équilibre économique, politique et social de l'Allemagne dans son ensemble et pour son avenir. La zone orientale constitue une enclave avancée, dotée d'un nouvel ordre social, un défi insolent au cœur même de l'Europe capitaliste.

Comme l'U.R.S.S., les « Démocraties Populaires » aussi bien que la Chine sont des pays non capitalistes, ayant un régime économique et social préparatoire au socialisme à des degrés divers.

On juge, selon Marx, la nature sociale, la nature de classe d'un régime et d'un Etat quelconque, par la nature de ses fondements économiques et sociaux, par *les rapports de production* qui lui sont caractéristiques, non par la forme du pouvoir politique ou la nature de sa direction politique.

Aussi bien l'U.R.S.S., les « Démocraties Populaires » que la Chine (10) sont caractérisées à des degrés divers par des rapports de production non capitalistes : *une économie étatisée et planifiée.*

Ceux qui ignorent ou ont très mal assimilé la théorie marxiste minimisent l'importance de ce critère pour définir le caractère non capitaliste de ces Etats et soutiennent inconsidérément que l'économie étatisée et planifiée est propre aussi

bien au capitalisme qu'à son évolution organique. N'avons-nous pas eu le « New Deal » de Roosevelt, l'économie allemande sous le nazisme ou l'économie américaine durant la récente guerre, les « étatisations » et les « plans » des différents pays capitalistes après la guerre, l'expérience du Labour Party en Angleterre ?

Ils oublient que, dans tous ces cas, il y a eu des tentatives d'étatisation et de planification d'ampleur variable, toujours sous le contrôle d'un Etat capitaliste, lui-même contrôlé par la grande bourgeoisie — non expropriée mais au contraire plus puissante que jamais — et qu'il n'y a eu *nulle part étatisation et planification générales de l'économie à la suite de l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie.*

La question n'est pas théorique, elle est pratique et concrète.

Nulle part l'histoire n'a montré jusqu'ici la possibilité d'arriver à l'étatisation et à la planification générales et durables de l'économie *sans expropriation politique et économique préalable de la bourgeoisie.*

L'économie étatisée et planifiée n'est pas une *notion économique, mais avant tout une réalité sociale, produit d'une lutte de classe donnée, réelle entre des forces sociales antagonistes données.*

Les nouveaux rapports de production qui règnent aussi bien en U.R.S.S. que dans les « Démocraties Populaires » et en Chine ne sont pas le produit d'une évolution organique du capitalisme vers un soi-disant « capitalisme d'Etat », mais de la lutte des classes dans ces pays (11) qui

a abouti à l'expropriation politique et économique violente, révolutionnaire, de la bourgeoisie.

Cette façon concrète de poser la question, qui correspond à la réalité historique, donne aussi la réponse à la question suivante : ces Etats non-capitalistes peuvent-ils cependant s'appeler Etats ouvriers préparatoires au socialisme ?

La réponse est affirmative pour les trois raisons suivantes :

— ces Etats sont le produit historique de la lutte de forces sociales prolétariennes et plébiennes données contre le pouvoir politique et économique de la bourgeoisie et l'impérialisme ;

— de toute façon, selon la théorie même de Marx et d'Engels, l'étatisation et la planification de l'économie sont le stade préparatoire nécessaire au socialisme ;

— la dynamique de la situation internationale évolue vers la République socialiste mondiale. Cette dernière raison rend absurde l'hypothèse d'un régime social mondial intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme. Elle éliminera les déformations bureaucratiques des Etats ouvriers actuels et facilitera l'épanouissement du socialisme dans chacun d'eux pris isolément.

Sans se référer à l'origine historique de ces Etats, aux conditions concrètes qui ont déterminé leur naissance et sans les placer dans le cadre des perspectives historiques actuelles, on abandonne le terrain solide de l'analyse sociologique marxiste pour s'engager dans les chemins battus des réactions émotionnelles, d'un subjectivisme antiscientifique et réactionnaire.

La forme du pouvoir politique actuel dans ces États, qui représente incontestablement une monstrueuse déformation bureaucratique du pouvoir démocratique prolétarien, n'est pas déterminante pour une caractérisation sociologique correcte de ces États. Cette forme est le produit du rôle réactionnaire qu'a joué sur ce plan la direction bureaucratique de l'U.R.S.S., et du caractère arriéré des pays où ces transformations révolutionnaires dans la structure économique et sociale ont eu lieu jusqu'à maintenant.

Ces formes du pouvoir politiques ne sont pas figées, elles ne sauraient se stabiliser en tant que telles pour une période historique. Ce sont des formes transitoires soumises à l'influence de la dynamique de la situation internationale qui évolue vers une victoire mondiale sur le capitalisme. Elles ne résisteront pas à cette victoire, elles seront balayées au cours des développements révolutionnaires sur l'échelle mondiale, qui changent constamment le rapport des forces entre la direction bureaucratique et les masses, en faveur de celles-ci.

Ces formes de pouvoir politiques sont historiquement *épisodiques*, tandis que les *nouveaux rapports de production* établis constituent un élément déterminant immensément progressif. C'est grâce à ces nouveaux rapports que ces pays franchissent, à pas étonnamment rapides, les étapes d'une industrialisation accrue et connaissent déjà un prodigieux développement de leurs forces productives qui est impossible sous le régime capitaliste.

Attribuer ces réalisations à la pression bureau-

cratique sur les masses, c'est encore une fois se réfugier dans le domaine du subjectivisme anti-scientifique, incapable de saisir les causes premières et d'ordonner l'importance des différents facteurs qui déterminent un phénomène. Que les masses de ces pays soient astreintes à un effort productif accru dans des conditions souvent très pénibles, ceci est incontestable. Mais d'autres régimes aussi bien dans le passé qu'à présent ont abusé de l'effort des masses sans aboutir aux mêmes résultats productifs, simplement parce que les conditions générales de la production ne se prêtaient pas à un développement des forces productives.

Par exemple, Franco use et abuse de l'effort productif du peuple espagnol qui travaille dans des conditions de véritable misère, or les forces productives de l'Espagne non seulement stagnent mais reculent. Pourquoi ? Parce que les conditions générales de production en Espagne qui sont capitalistes et entachées de survivances féodales, non seulement ne se prêtent pas à l'utilisation productive de la force de travail des masses mais, en avilissant celle-ci toujours plus, provoquent au contraire une baisse du niveau général de la production.

L'étatisation et la planification générales de l'économie constituent un gigantesque pas en avant dans la voie de l'épanouissement des forces productives freinés par les rapports de production capitalistes. Et ceci, malgré le rôle omnipotent et spoliateur de la bureaucratie et malgré l'entrave anti-économique que constitue son régime antidémocratique qui empêche l'associa-

tion volontaire, consciente, libre des travailleurs, infiniment plus productive pour la gestion de l'économie, l'élaboration et l'exécution des plans.

L'essor des forces productives est étouffé dans les pays capitalistes par les rapports de production capitalistes, indépendamment de l'effort productif des masses. La production capitaliste ne se développe qu'en fonction de l'existence d'un marché solvable constamment élargi et garantissant le taux de profit capitaliste. L'essor des forces productives dans les pays d'économie étatisée et planifiée est suscité avant tout par ces nouvelles formes de production qui en quelque sorte créent elles-mêmes leur marché indépendant de tout profit capitaliste. Voilà la conclusion correcte qu'on doit dégager d'une appréciation objective de l'expérience de l'U.R.S.S. aussi bien que des « Démocraties Populaires ».

Naturellement cette économie est encore très loin d'avoir éliminé toutes les difficultés et de se développer harmonieusement. Le caractère arriéré des pays en question, leur isolement du marché mondial, leur contrôle par l'Union soviétique et la nature bureaucratique de leurs propres gouvernements constituent autant d'obstacles à un tel développement.

Une *crise permanente* existe dans ces pays, qui se manifeste sur trois plans différents : celui des rapports de l'Etat avec la paysannerie, celui des rapports de l'Etat avec les ouvriers, celui des rapports de l'Etat avec la direction de l'U.R.S.S.

Il y a évidemment une interaction entre ces trois plans.

Toutes les difficultés qui surgissent au sujet de

la paysannerie ne proviennent pas tant du caractère bureaucratique du pouvoir politique dans ces pays que de la nature arriérée de ceux-ci et de leur isolement par rapport au marché mondial.

Dans la plupart de ces pays, y compris la Chine, la population est en majorité paysanne et la principale question à résoudre reste la collectivisation de l'économie agraire. Pendant la phase nationale-démocratique de la Révolution, lorsqu'il est question de remettre la terre aux paysans et d'alléger le fardeau que l'exploitation capitaliste fait peser sur eux (impôts, prix industriels élevés), il est relativement facile de cimenter l'alliance du prolétariat et de la paysannerie pauvre contre le pouvoir bourgeois. La réforme agraire devient même un moyen de faire jaillir une immense énergie révolutionnaire des masses paysannes qui sont capables, dans certaines conditions, si elles sont assurées d'une direction prolétarienne, de remporter à elles seules la victoire sur le pouvoir de la bourgeoisie et de l'impérialisme. L'exemple de la Chine est frappant à ce sujet.

Mais la réforme agraire, une fois réalisée après la prise du pouvoir, aboutit en réalité à la formation d'une vaste couche de petits propriétaires, qui tombent dans le conservatisme, se dépolitisent et s'adonnent à la production. Ces millions de petits propriétaires, qui travaillent par exemple encore maintenant en Pologne « de façon prépondérante sur une base individuelle et souvent même d'après des méthodes capitalistes » (12) constituent autant de foyers de reproduction du capitalisme, à travers le processus incessant d'une nouvelle accumulation, d'une reconcentration des

terres, et d'une nouvelle polarisation sociale. L'apparition des koulaks, c'est-à-dire d'une bourgeoisie rurale est le résultat inéluctable de cette évolution.

Toutes les « Démocraties Populaires » européennes et la Chine sont actuellement aux prises avec ce problème. Une nouvelle phase de la lutte des classes est ouverte dans tous les pays qui détruit une fois de plus dans les faits la théorie d'un soi-disant régime intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, qui serait caractérisé par la co-direction du pouvoir politique par un bloc des classes, et la coexistence pacifique de celles-ci côte à côte.

En réalité, la révolution s'avère *permanente* et le nouveau pouvoir surgi de la victoire sur la bourgeoisie ne pourra nulle part se consolider sans la transcroissance de la révolution en véritable révolution socialiste, collectivisant tous les moyens de production y compris la terre.

Dans toutes les « Démocraties Populaires » européennes et en Chine, le problème n° 1 aujourd'hui, après la réalisation de la réforme agraire, est celui de la *collectivisation de l'économie agricole*, le maintien de la production privée individuelle dans l'agriculture mettant en danger constant l'équilibre économique, social et politique du pays.

Les tentatives faites au début par les directions des différents partis communistes qui ont accédé au pouvoir pour masquer cette lutte inévitable, avec leurs illusions de pouvoir maintenir pendant longtemps une « démocratie populaire » de coexis-

tence pacifique entre le prolétariat, la paysannerie installée par la réforme agraire dans un statut de petits propriétaires individuels, et même la partie « patriotique » de la bourgeoisie, ont toutes lamentablement échoué devant l'incompatibilité des intérêts de classe et la ranimation inévitable de la lutte des classes qui en résulte. Le régime de « Démocratie Populaire » fut forcé de se reconnaître comme ne pouvant être qu'un régime de *dictature du prolétariat* qui se retourne non seulement contre les dernières positions de la bourgeoisie, mais aussi contre la petite et la moyenne paysannerie afin de la faire entrer dans la voie de la collectivisation.

Naturellement la possibilité de réaliser celle-ci est avant tout fonction des moyens économiques et non une question de coercition. On n'amènera pas les petits propriétaires paysans, par la force, à s'engager dans une collectivisation effective, qui maintient leur alliance avec le prolétariat, mais par une mécanisation accrue de l'économie agricole, la réduction du décalage entre les prix industriels et les prix agricoles, et par l'exemple donné grâce au développement de fermes collectives étatiques (Sovkhozes).

La phase intermédiaire sera franchie grâce au développement du mouvement coopératif dans les campagnes.

Les dirigeants des partis communistes au pouvoir dans les « Démocraties Populaires » européennes et en Chine reconnaissent actuellement théoriquement ces vérités, mais le décalage dans la pratique reste encore grand.

Incités par le caractère bureaucratique de leur formation, forcés souvent par les exigences des dirigeants soviétiques qui les contrôlent, et soumis à la pression de leurs propres difficultés avec les populations urbaines, les gouvernements « populaires » de ces pays oscillent dans leur politique envers la paysannerie entre une collectivisation accélérée forcée et des retraites précipitées devant la puissante résistance des masses agricoles. Ils s'en prennent alors à une partie de leur propre direction qui sert de « bouc émissaire » pour leurs propres échecs et leurs déboires. C'est, en particulier, le cas de pays comme la Roumanie et la Bulgarie où des épurations spectaculaires successives ont eu lieu dans les sphères dirigeantes des partis communistes au pouvoir, la dernière et la plus retentissante étant celle d'Anna Pauker et de Luca, en réalité accusés d'avoir entrepris mollement la lutte contre les koulaks et la collectivisation forcée de l'économie agricole.

Sur le plan des rapports avec les masses ouvrières, les difficultés sont aussi grandes, particulièrement dans les pays les plus développés comme la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie et la zone orientale de l'Allemagne. Elles se manifestent dans la résistance que les ouvriers témoignent à *l'intensification du travail*, l'accélération des cadences, la généralisation du système de la chaîne, la prolongation des heures de travail par jour et par semaine, etc., et aux mesures économiques et politiques de caractère coercitif que les gouvernements « populaires » emploient pour « discipliner » les ouvriers (13).

La cause la plus profonde de ces difficultés

réside dans le caractère bureaucratique de ces gouvernements qui sont incapables d'associer sur une base démocratique, volontaire et consciente, les ouvriers à l'effort productif accru nécessaire. Le régime bureaucratique s'avère non seulement être oppresseur mais anti-économique.

Enfin, sur le plan des rapports entre les directions nationales de ces pays et la direction de l'U.R.S.S., les difficultés proviennent du caractère dominateur et spoliateur que revêt le contrôle de celle-ci. C'est le résultat de la nature bureaucratique du régime politique actuel de l'U.R.S.S. se trouvant aux mains d'une caste bureaucratique, omnipotente, qui s'est élevée au-dessus des masses du pays, les a expropriées complètement du pouvoir politique, et est avide de nouveaux privilèges et d'une puissance accrue. Le contrôle qu'elle a établi sur tous ces pays, à travers le rôle qu'a joué l'Armée Rouge dans leur libération et l'installation du nouveau pouvoir (14) et de ses propres agents au sein de chaque direction nationale des P.C., n'est pas désintéressé. Il lui profite largement, l'économie de ces pays étant de plus en plus planifiée selon les nécessités du plan de l'U.R.S.S. même, plan dont la bureaucratie soviétique est le plus grand bénéficiaire.

D'autre part un régime qui ne fait pas confiance aux masses de son propre pays et ne se maintient au pouvoir que grâce à un appareil de coercition tentaculaire, ne peut pas s'associer à d'autres pays sur une base d'égalité et de confiance, mais sentira un besoin encore plus impérieux de les tenir dans son orbite grâce à un contrôle aussi direct que possible sur ceux-ci.

Il en résulte le phénomène tout à fait réel de la « russification » de ces pays, c'est-à-dire la mise accélérée en place, dans la direction des P.C. et des gouvernements, d'agents directs du Kremlin.

Dans ces conditions, il était inévitable que des heurts se produisent entre les éléments dirigeants nationaux des P.C. qui étaient peu disposés à jouer ce rôle, ou même peu capables de le faire, et le Kremlin. Ces heurts ont abouti aux sensationnelles épurations des directions des P.C. aux procès, aux exécutions, etc. : de Koxi Dodje et d'autres dirigeants albanais ; de Kostov et d'autres dirigeants bulgares ; de Rajk et de ses compagnons hongrois ; de Gomulka et de ses compagnons polonais ; de Slansky et d'autres dirigeants tchécoslovaques ; enfin d'Anna Pauker, de Luca, et d'autres dirigeants roumains.

Il n'est pas exagéré de dire que les principales figures de tous ces partis, ainsi que la plus grande partie de leurs anciens cadres, ont été successivement épurés au profit d'éléments nouveaux.

Toute cette hécatombe de dirigeants sacrifiés n'a pas été effectuée pour la seule raison de leur opposition directe ou indirecte, manifeste ou latente, aux empiètements intolérables de la bureaucratie soviétique dans la vie économique et politique de ces pays. Certains d'entre eux ont été probablement éliminés par des rivaux indigènes, qui se sont acharnés sur eux soit pour frapper en leurs personnes des serviteurs trop zélés du Kremlin, soit pour les utiliser comme « boucs émis-

saies » et fixer sur eux le mécontentement des masses.

Dans ce cas le Kremlin, soit, a donné son consentement, soit, par crainte d'un nouveau schisme de type yougoslave, a préféré enregistrer le coup et traiter à l'amiable avec les nouveaux vainqueurs. Cette explication est probablement valable aussi bien en ce qui concerne le cas de Slansky, principal agent du Kremlin en Tchécoslovaquie, éliminé par Gottwald, que dans le cas d'Anna Pauker.

De toute façon l'ensemble de ces conditions — le caractère arriéré des pays et leur isolement du marché mondial — aggravées par la nature du contrôle exercé sur eux de la part de la bureaucratie soviétique, et le caractère bureaucratique de leurs propres gouvernements font que ces pays traversent une crise continuelle qui ne trouvera son apaisement que dans la victoire mondiale de la Révolution.

C'est en effet le développement de la Révolution dans le monde, son extension aux régions avancées de l'économie mondiale qui, en même temps, stimuleront la lutte des masses contre la bureaucratie, modifieront le rapport des forces en faveur de celles-ci, et élimineront aussi les causes économiques de la déformation bureaucratique actuelle du pouvoir politique dans ces pays.

Le cas de la Yougoslavie est jusqu'à présent particulier. Grâce à la prise du pouvoir dans ce pays fondamentalement par ses propres masses dirigées par le P.C. yougoslave, et à l'évolution particulière que celui-ci a connue durant la guerre (— isolé du contrôle direct du Kremlin, et sou-

mis à la très forte pression des masses révolutionnaires →) la crise inévitable provoquée comme partout ailleurs sur le plan des rapports avec le Kremlin a été résolue au détriment de celui-ci. Le détachement de la Yougoslavie du contrôle direct du Kremlin a réussi parce qu'en face de celui-ci se trouva un parti unanimement soudé autour de sa direction, et soutenu à ce moment par les masses.

Malgré la capitulation de la direction yougoslave à la pression de l'impérialisme depuis la guerre de Corée, l'exemple yougoslave garde toute sa signification historique. Il a démontré dans les faits l'incompatibilité entre toute révolution prolétarienne et tout mouvement révolutionnaire puissant, d'une part, et le contrôle bureaucratique du Kremlin, d'autre part.

Il a servi ainsi d'anticipation à ce qui arrivera dans le cas d'une victoire, non limitée mais mondiale, de la Révolution qui changera d'une façon décisive le rapport des forces entre les masses et leurs directions bureaucratiques.

La dynamique de la Révolution chinoise est historiquement la même. Déjà le Kremlin est obligé de traiter le régime de Mao en partenaire et non en simple satellite, et de diriger en commun avec celui-ci les affaires asiatiques. Dans la mesure où la Révolution chinoise se renforce, son indépendance de fait, du contrôle du Kremlin grandira davantage.

De nouveaux rapports s'établissent ainsi au sein du camp des pays non capitalistes, rapports dont la dynamique est historiquement destructrice

du contrôle absolu et direct exercé jusqu'à maintenant par la bureaucratie soviétique sur le mouvement ouvrier international.

Le camp des pays contrôlés actuellement par le Kremlin n'est ni homogène ni statique. Il faut saisir ses contradictions internes pour en dégager sur ce plan aussi les perspectives révolutionnaires inéluctables.

(1) M. A. Bevan écrit à ce propos : « La Russie était entourée d'un mur d'hostilité, le commerce était entravé et parfois arrêté complètement.

« En ce moment il semble que l'Amérique est en train de répéter la même folle en Chine. » (In place of fear, p. 41.)

(2) Selon la théorie de Marx aussi bien que de Lénine, sur l'Etat.

(3) Pour n'insister seulement que sur ces deux aspects de la question.

(4) Qui identifient leur niveau de vie exceptionnel et leurs privilèges exorbitants, à ceux de la masse.

(5) M. A. Bevan a tiré pour lui cette leçon de l'expérience russe : « La façon de traiter une révolution dans un pays agricole, est d'y envoyer de l'outillage agricole, afin d'augmenter la production alimentaire au point où le surplus de l'agriculture permettra une accumulation plus commode des fournitures industrielles de la civilisation moderne. Vous ne pouvez réduire par la famine une révolution nationale à la soumission. Vous pouvez, par la famine, la réduire à une dictature répressive ; vous pouvez, par la famine, la réduire au point où la logique infernale de l'Etat policier prend les choses en main ». (In place of fear, p. 41-42.)

(6) Selon le plan industriel pour la Chine du Nord-Est, la valeur totale de la production en 1952 des entreprises industrielles étatiques et de propriété publique sera de 41,5 % au-dessus de 1951. La valeur de la production de l'an dernier était de 24,1 % au-dessus de 1950. « Jamais dans l'histoire des pays capitalistes il n'y a eu un développement industriel si rapide » (article de Kao Kang, président du

gouvernement populaire du Nord-Est, *People's China*, juin 1952).

(7) Dans l'ensemble les résultats déjà atteints par l'industrialisation de ces pays peuvent se résumer comme suit : la production industrielle par tête d'habitant, en Tchécoslovaquie, a déjà dépassé celle de la France ; en Pologne et en Hongrie celle de l'Italie. Pour 1955 on prévoit que la production tchèque, par tête d'habitant, atteindra le niveau de l'Allemagne d'avant guerre ; celle de la Pologne, celui de la France, celle de la Roumanie, celui de l'Italie.

(8) En 1951, les satellites européens ont ajouté 56 tonnes de charbon à chaque centaine de tonnes extraites en U.R.S.S., leur apport en pétrole naturel et synthétique au pool commun a été de 27 tonnes pour chaque centaine de tonnes d'extraction soviétique, leur apport est de 45,4 kilo-watts-heure d'électricité pour chaque centaine de kilowatts-heure de production soviétique et de 30,4 tonnes d'acier pour chaque centaine de tonnes produite en U.R.S.S.

Si les plafonds de production fixés dans les plans respectifs des satellites sont atteints et si la production de l'U.R.S.S. suit sa progression actuelle leur production combinée atteindra en 1955 : 578 millions de tonnes de charbon ; 223 milliards de kilowatts-heure d'électricité, 79 millions de tonnes de pétrole brut, et 60 millions de tonnes d'acier. Les plafonds que Staline, dans son discours du 9 février 1946 fixait à la production soviétique pour 1961 (au plus tard) — afin de rendre l'U.R.S.S. invulnérable — seraient donc dépassés avec le concours des satellites cinq ans plus tôt. (Enquête de Casimir Smogorzewski, *Le Monde*, du 13 mai 1952).

(9) Voir les décisions de la 2^e Conférence du Parti socialiste unitaire d'Allemagne (S.E.D.), tenue du 9 au 12 juillet 1952.

(10) La Chine ne fait que commencer dans cette voie, mais les prémisses politiques existent déjà pour qu'elle s'y maintienne et avance rapidement.

(11) Dans les cas des « Démocraties Populaires » européennes sauf celui de la Yougoslavie, la destruction de l'ancien Etat bourgeois a été faite principalement par l'action militaro-bureaucratique des dirigeants soviétiques.

(12) Déclaration d'Hilary Minc, dirigeant de l'économie polonaise, *Tribuna Ludu*, 10 octobre 1951.

(13) L'un après l'autre, les dirigeants des P.C. se plaignent dans ces pays que la « discipline du travail » laisse à désirer. (Rakosi, *Seabad Nep*, 13 janvier 1952 ; Zapotocki, *Rude Prawo*, 1^{er} novembre 1951, et, encore récemment, le secrétaire des syndicats bulgares, *Rabotnitchesko Delo*, du 18 décembre 1951, etc.).

La législation du travail en vigueur en U.R.S.S., fixant les ouvriers sur le lieu de leur travail et punissant leurs déplacements sans autorisation, est progressivement introduite dans toutes les « Démocraties Populaires ».

(14) A l'exception de la Chine, et en partie de la Yougoslavie, libérées toutes les deux fondamentalement par leurs propres forces.

IV

LA MARCHÉ DE L'IMPERIALISME A LA GUERRE

C'EST dans ce monde concret que nous venons d'analyser qu'il faut placer les développements de la politique internationale auxquels nous assistons.

A peine sortis de la récente guerre, qui a été menée en commun par les puissances « démocratiques » et l'U.R.S.S. contre les forces de l'Axe, nous sommes entrés dans le climat de plus en plus chaud de la « guerre froide ».

Comment la grande alliance de la guerre a-t-elle pu se rompre si vite et donner lieu à des renversements aussi spectaculaires que la réhabilitation de l'Allemagne et du Japon, qui sont en train de devenir les principaux nouveaux alliés des Etats-Unis dans la croisade contre l'U.R.S.S. ?

En réalité, ne furent surpris et étonnés que ceux qui ont cru au caractère « démocratique », « antifasciste » de la dernière guerre et n'ont pu saisir son contenu social concret : guerre inter-impérialiste pour le repartage du monde, y compris de l'U.R.S.S., entre les grandes puissances capitalistes.

Que l'U.R.S.S. ait été impliquée dans les développements de cette guerre constitue incontestablement une particularité de celle-ci par rapport à celle de 1914-1918 par exemple — particularité qui

devait être prise en considération sur le plan de la tactique suivie par les marxistes révolutionnaires pendant le conflit — mais n'en a pas changé son caractère fondamental (1).

Les Etats « prolétaires » — Allemagne, Italie, Japon — se sont dressés contre les Etats « riches » — Angleterre, France, Etats-Unis — pour repartager en leur faveur les zones d'influence dans le monde.

L'U.R.S.S. était incluse dans les domaines à partager.

Les Etats-Unis, l'Angleterre et la France ont trouvé dans cette guerre l'occasion de briser l'élan et l'avance prise par des concurrents impérialistes redoutables sur les marchés mondiaux. Le sort de l'U.R.S.S. devait se régler selon elles à une étape ultérieure.

L'U.R.S.S. a naturellement profité de ces antagonismes interimpérialistes qui se sont avérés assez puissants pour se maintenir jusqu'au bout, provoquant la capitulation complète du camp de l'axe, et permettant à l'U.R.S.S. de survivre. Ces conditions particulières qui ont caractérisé la deuxième guerre mondiale gardent toute leur importance *exceptionnelle*, précisément parce qu'elles ne se reproduiront plus jamais.

La coalition des pays capitalistes actuellement tissée contre l'U.R.S.S. ainsi que contre les « démocraties populaires » et la Chine, n'est pas une combinaison éphémère qui pourrait se disloquer sous l'effet des antagonismes et des tiraillements indiscutables qui existent en son sein. Elle ne peut surtout pas aboutir à une rupture qui opposerait

deux de ses parties antagonistes dans une lutte armée interimpérialiste (2).

Premièrement, parce que la communauté de leurs intérêts de classe en face de la Révolution socialiste mondiale menaçante, est actuellement infiniment plus forte et plus déterminante que leurs antagonismes.

Deuxièmement, parce que le rapport des forces à l'intérieur du camp capitaliste a fondamentalement changé par comparaison à l'état de choses d'avant-guerre, *détruisant à jamais le jeu d'équilibre entre puissances capitalistes à peu près du même ordre, et a établi la supériorité écrasante des Etats-Unis sur toutes les autres puissances.*

Or, ce sont précisément les Etats-Unis qui déterminent la marche de l'impérialisme dans son ensemble vers la guerre, et il est pratiquement absolument inconcevable qu'une coalition capitaliste se forme contre les Etats-Unis. Par contre, ceux-ci, exploitant la peur commune des pays capitalistes devant le danger de la Révolution, leur impossibilité d'esquisser une autre solution, ainsi que les multiples moyens de pression économique et politique que Washington détient sur chacune des autres puissances capitalistes prise séparément, mènent et pourront mener bon gré mal gré la cohorte des pays capitalistes — même en la traînant — jusqu'aux champs de bataille.

Théoriquement, il est possible d'imaginer une situation dans laquelle des puissances impérialistes secondaires comme la France, l'Italie ou encore l'Angleterre, devant les difficultés accrues que la préparation à la guerre fera inévitablement

grossir dans tous ces pays et devant la peur d'une défaite initiale en cas de conflit sinon d'une catastrophe pour leurs propres positions politiques et économiques, se dégagent de l'alliance atlantique dirigée par Washington, et se rabattent sur une position « neutraliste ».

Mais pratiquement cette possibilité est exclue.

La grande bourgeoisie européenne qui commande toujours dans ces pays sait que l'enjeu historique d'un conflit U.R.S.S.-Etats-Unis est en définitive la survivance ou non du régime capitaliste, et qu'il est insensé et impossible de se tenir à l'écart. Elle a d'autre part terriblement peur que les Etats-Unis ne s'engagent résolument dans la voie de la stratégie dite des bases « périphériques », abandonnent dans la première phase de la guerre l'Europe capitaliste à ses propres forces, et se concentrent sur des bombardements atomiques destructeurs de tous les centres européens.

La grande bourgeoisie européenne par conséquent a intérêt à engager à fond les Etats-Unis sur le continent même. Les exigences d'une puissance comme la France par exemple en vue d'une aide économique accrue de la part des Etats-Unis capable de soutenir son économie défailante et son propre secteur d'économie de guerre, faute de quoi elle pourrait revoir son adhésion à l'alliance atlantique, n'ont qu'un caractère épisodique dans ses relations avec les Etats-Unis. La grande bourgeoisie française est déchirée entre la peur de voir les Etats-Unis abandonner la résistance sur le continent ou restreindre leur aide à la France, et concentrer tous leurs efforts sur la construction d'une puissante armée allemande.

La stratégie du camp impérialiste est dictée avant tout par les intérêts propres de la puissance qui surclasse de loin toutes les autres, soutient le principal effort de la préparation de la guerre, et constitue la meilleure chance de victoire et de survie pour l'ensemble du système capitaliste. en l'occurrence : les Etats-Unis.

D'autre part, à l'intérieur de ce cadre général, les autres puissances impérialistes se classent selon leur véritable poids spécifique en potentiel économique et militaire en général. Pour cette raison l'ascension accélérée de l'Allemagne et, dans une certaine mesure, du Japon, au détriment d'autres puissances impérialistes, est inéluctable.

La « guerre froide » commencée presque au lendemain du conflit 1939-1944, exprimait le fait, demeuré latent pendant celui-ci, que l'antagonisme entre le monde capitaliste dans son ensemble et l'U.R.S.S. prenait le dessus sur les antagonismes inter-impérialistes.

La course de l'impérialisme vers une nouvelle guerre qui conclurait en quelque sorte celle de 1939-44, avait ainsi commencé. Bientôt, d'autres forces ont accentué le glissement de l'impérialisme à la guerre, et lui ont imprimé le caractère d'un processus quasi-automatique et fatal vers cette issue.

La conjoncture de la guerre 1939-1944 avait fait oublier au capitalisme la menace de la crise économique. Elle avait créé d'autre part d'énormes besoins sur toute l'étendue de l'arène internationale, qui suffisaient à maintenir et à accroître

même la production — le conflit une fois terminé — pendant un certain nombre d'années.

Mais en même temps elle a provoqué, comme nous l'avons déjà noté dans un chapitre précédent, une concentration et un développement gigantesque de l'appareil productif américain.

Des conditions de « paix » prolongée risquaient de conduire vite cet appareil à l'impasse, de ralentir le processus d'accumulation, d'abaisser le taux du profit capitaliste, de provoquer une nouvelle crise économique mondiale, cette fois plus colossale encore.

A plusieurs reprises, entre le début de 1949 et la première moitié de 1950 en particulier, on a senti l'essouffement de la production américaine, incapable de se maintenir sur les sommets de son rythme des années de guerre. Des fléchissements légers mais significatifs se sont produits.

Les moyens employés pour parer à cette menace, conditionnés comme nous l'avons expliqué par la nouvelle structure du monde dans laquelle opère actuellement l'impérialisme américain, furent le développement des dépenses de l'Etat dans le domaine de « l'aide » à l'étranger et des armements.

L'économie de guerre jamais complètement démobilisée aux Etats-Unis depuis le dernier conflit devenait un secteur d'une importance accrue dans l'ensemble de l'économie américaine.

Le militarisme, depuis que le capitalisme est entré dans sa phase impérialiste de décadence, est devenu — comme le notait déjà avec une remarquable clairvoyance R. Luxembourg (3) — « un

moyen prééminent de réalisation de plus-value, c'est en soi un domaine d'accumulation », et qui semble « à première vue susceptible d'une expansion infinie » (4).

Grâce au système d'impôts indirects, aux emprunts et au processus d'inflation, l'Etat capitaliste détourne une partie toujours plus grande de la plus-value produite par les ouvriers et du pouvoir d'achat des masses en général, pour l'investir dans l'économie de guerre, c'est-à-dire dans un domaine qui n'est pas soumis quant à ses produits aux strictes fluctuations de l'offre et de la demande, qui n'est pas soumis également à la concurrence, et qui favorise avant tout la grande industrie. Les impôts, les emprunts et l'inflation sont les moyens classiques de financement de cette économie.

Ces éléments réagissent les uns sur les autres et provoquent leur mouvement mutuel vers la hausse et l'amplification constantes.

L'inflation en particulier — qui depuis les années de la guerre est devenue le climat habituel de tous les pays capitalistes — est alimentée à la fois par l'augmentation des impôts et par la nature même de la production d'armements. En effet, celle-ci ne crée pas de nouvelles valeurs d'usage, n'enrichit pas la production, mais distribue des revenus non productifs. Elle restreint obligatoirement le secteur productif de l'économie et éprouve le processus inflationniste d'ensemble de celle-ci.

Ceci d'ailleurs détermine aussi ses limites. Dans la mesure où toute économie d'armements res-

treint à la longue les autres secteurs de l'économie et provoque une baisse constante du pouvoir d'achat des masses elle n'épargne au système capitaliste la crise que pour une période seulement. En réalité elle ne fait qu'ajourner la crise à une étape ultérieure, tout en aggravant les conditions dans lesquelles elle éclatera.

Pour cette raison aussi l'économie de guerre présuppose comme solution, à partir d'un certain moment, l'éclatement de la guerre elle-même.

Le grand tournant dans l'économie de guerre et la situation internationale dans son ensemble fut l'éclatement de la guerre de Corée en juin 1950.

Dans le cadre de la *nouvelle phase de la décadence impérialiste* ouverte par la dernière guerre, la guerre de Corée inaugure une *nouvelle conjoncture internationale* caractérisée par la préparation accélérée plus précise sur les plans matériel, politique, militaire de la guerre. C'est surtout depuis le conflit coréen que l'économie d'armements a cessé d'être un secteur à côté du reste de l'économie capitaliste, mais de plus en plus est devenue la force motrice déterminante de l'ensemble de l'économie.

C'est avant tout la tendance de l'économie américaine, qui gagne peu à peu toute l'économie capitaliste. D'autre part toutes les idées et tous les plans élaborés après la guerre pour restaurer l'économie mondiale, unifier l'Europe, aider au développement des pays arriérés, (plan Marshall, plan Schuman, Etats-Unis d'Europe, point IV de la doctrine Truman, etc.), ont été progressivement subordonnés aux impératifs militaires et straté-

giques. Ces idées et ces plans avaient naturellement dès le début un caractère combiné économique-politique-militaire. Mais leur évolution depuis la guerre coréenne a été faite dans un sens établissant avant tout la primauté des considérations de stratégie militaire.

La production d'armements de toute sorte, la mise sur pied d'effectifs de forces armées augmentant sans cesse, la multiplication de bases aéro-navales dans le monde, l'enlisement de la guerre de Corée et des négociations sur l'Allemagne sont autant de manifestations de la préparation précise et accélérée de la guerre.

L'argumentation, quant aux buts de ces préparatifs, de la propagande idéologique préparatoire à la guerre, a évolué dans un sens non moins significatif. Il s'agissait tout d'abord de se réarmer, d'« être fort » pour se défendre et négocier à égalité avec l'U.R.S.S. ; ensuite il s'agissait de créer dans le monde des « situations de force » afin de *contenir* la poussée du « communisme » ; maintenant aussi bien dans l'une ou l'autre des conventions qui ont eu lieu en juillet 1952 à Chicago afin de désigner les candidats à la présidence des Etats-Unis, Républicains et Démocrates ont été fortement divisés sur la formule la plus appropriée pour caractériser les buts de leur politique extérieure actuelle : *contenir* seulement ou *refouler* le « communisme » ? La tendance est clairement en faveur du « refoulement » (roll back).

Ne pourrait-on pas cependant envisager la possibilité d'un *compromis avec l'U.R.S.S. qui ajournerait la guerre pour une longue période d'années* ?

C'est l'espoir que caressent tous ceux qui, de par le monde, redoutent à juste titre les conséquences destructrices d'une lutte atomique et qui aspirent pour une raison ou une autre « à la Paix » (ou au *statu quo* actuel).

Le compromis, le *statu quo*, la paix, sont-ils malgré tout encore possibles pour plusieurs années ?

Afin de répondre à cette question il est nécessaire de se référer aux réalités premières déterminantes du monde dans lequel nous vivons, d'en saisir et d'en tirer toutes les conséquences.

Nous avons déjà analysé les raisons politiques, sociales et économiques qui poussent l'impérialisme vers une nouvelle guerre.

Un compromis général et durable avec l'U.R.S.S. pourrait intervenir, argumentent certains, soit dans une situation de *statu quo* sur la ligne actuelle de division du monde, soit sur la base d'une nouvelle situation issue de concessions réciproques.

Le *statu quo* comme base d'un compromis est rejeté par l'impérialisme, l'impérialisme américain en particulier, qui moins que jamais ne peut se contenter d'un monde déjà amputé d'une grande partie de ses marchés. L'impérialisme américain ne vise pas à un *partage* mais à une *domination mondiale*. L'U.R.S.S. à la rigueur pourrait se prêter à la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme sur la ligne de la division actuelle du monde. Sa politique officielle se réclame d'un tel objectif et lutte à sa façon pour l'atteindre (5). Mais l'impérialisme le rejette comme équivalent à sa mort certaine par asphyxie.

D'autre part, cette notion du *statu quo* est éminemment relative et en réalité en dehors du contrôle de Washington aussi bien que de Moscou. Comment maintenir même la ligne actuelle de division du monde, déjà si désavantageuse pour l'impérialisme, et éviter par exemple la propagation de la Révolution coloniale, ou les luttes des masses prolétariennes dans les métropoles, qui, toutes les deux, chaque jour altèrent le *statu quo* et le transforment en son contraire — le processus irrésistible de la Révolution sociale du xx^e siècle ?

Reste à envisager, comme base de compromis général et durable, une situation nouvelle issue de concessions réciproques.

En réalité, dans ce cas il faudrait que les dirigeants soviétiques par exemple qui craignent incontestablement l'éventualité de la guerre fassent des concessions importantes à l'impérialisme. Mais quelles concessions ?

S'ils disposaient à leur guise du marché chinois, par exemple, un compromis sur le dos de la Chine pourrait présenter un intérêt certain pour l'impérialisme. Cependant la Révolution chinoise est allée déjà si loin par ses propres forces qu'il est absolument impossible au Kremlin d'en disposer comme il veut. La Chine révolutionnaire est une inébranlable réalité qu'on ne saurait renverser qu'avec les armes et la guerre.

Même les « démocraties populaires » européennes sont maintenant elles aussi allées si loin dans la voie des transformations radicales de leur ancienne structure sociale, qu'il n'est plus pos-

sible ni de les réintégrer à froid dans le système capitaliste, ni au Kremlin de les utiliser comme simple « monnaie d'échange ». Elles sont devenues d'autre part une base complémentaire considérable de la puissance matérielle propre de l'U.R. S.S. et de sa défense militaire.

Reste la question de l'Allemagne.

Si le Kremlin consentait à sacrifier la zone orientale de l'Allemagne pour permettre la réunification d'une Allemagne capitaliste libre, ceci présenterait un intérêt certain pour l'impérialisme. Un intérêt qui, cependant, ne résoudrait nullement ses difficultés, mais *qu'il utiliserait simplement pour mieux préparer à une étape immédiatement ultérieure la guerre contre l'U.R.S.S.* Les dirigeants soviétiques ne peuvent pas ignorer cette *certitude* et, pour cette raison, la résurrection d'une Allemagne capitaliste unifiée est une éventualité infiniment peu probable.

Ainsi les bases d'un compromis général et durable, acceptable avant tout par l'impérialisme, *manquent objectivement*. Il faut d'autre part tenir compte du fait que l'économie capitaliste est déjà lancée si profondément dans la production d'armements que le processus est devenu *irréversible*.

Tout ralentissement considérable de la production de ce secteur signifierait la crise économique aux Etats-Unis et dans l'ensemble du monde capitaliste.

Enfin, reste à examiner encore un argument d'ordre politique qui militerait, selon certains, en faveur de l'ajournement de la guerre : les effets

de la lutte révolutionnaire des masses dans les colonies et les métropoles.

L'argument aurait une importance *décisive* s'il s'appliquait aussi bien aux autres parties capitalistes du monde, qu'aux Etats-Unis eux-mêmes.

Pour que la Révolution désarme l'impérialisme et rende sa guerre impossible il faudrait qu'elle frappe au cœur même de sa puissance : les Etats-Unis. Or le rapport des forces sociales est incontestablement encore beaucoup plus stable aux Etats-Unis, que dans tous les autres pays capitalistes. Il est très improbable qu'avant la guerre les classes dirigeantes américaines soient sérieusement menacées par des mouvements révolutionnaires de leurs masses exploitées qui paralyseraient l'état-major impérialiste et l'empêcheraient de s'engager dans la guerre.

La lutte révolutionnaire des masses dans le reste du monde, dans les pays coloniaux et semicoloniaux aussi bien que dans les métropoles européennes, si importante soit-elle quant aux *délais de la guerre*, et si *décisive* soit-elle pour la *transformation révolutionnaire de la guerre* une fois éclatée et sa *fin rapide et victorieuse*, ne détermine pas la possibilité ou non de son déclenchement.

Car, en supposant de nouveaux progrès de la Révolution dans le monde et précisément à cause de ceux-ci, il est évident que dans ce cas la situation de l'impérialisme deviendra encore plus mauvaise, encore plus menacée.

Quelles réactions pouvons-nous attendre de la

part de l'impérialisme, de l'impérialisme américain en particulier ? Qu'il cède sans combat à la Révolution, qu'il accepte sans combat sa défaite historique, qu'il renonce pacifiquement à ses privilèges, ou qu'il réagisse, qu'il attaque, *qu'il s'efforce par la guerre de stopper la nouvelle progression de la Révolution ?*

En politique, on ne peut jouer avec toutes les variantes théoriquement possibles, mais on doit s'axer sur la variante *pratiquement la plus probable.*

De ce point de vue, il ne fait pas de doute que, devant de nouvelles menaces de la Révolution, l'impérialisme choisira la guerre.

En réalité l'alternative n'est pas entre la guerre et la paix, mais entre la guerre et la révolution.

Dans la mesure où la perspective la plus probable n'est pas une abdication volontaire, sans combat de la classe capitaliste, ni une extension mondiale de la Révolution aux États-Unis même, avant que l'impérialisme puisse déclencher la guerre, celle-ci reste la seule éventualité avec laquelle il faut *pratiquement* compter.

L'unique problème réel de l'heure actuelle — une fois ayant admis l'impossibilité objective du *statu quo* et de la « coexistence pacifique » pour une longue période d'années — est de savoir les *délais probables* dans lesquels cette guerre inévitable éclatera. Ces délais doivent être *considérés* maintenant comme étant *relativement courts.*

En effet l'interaction entre les facteurs économiques, politiques et sociaux, qui caractérisent

la situation actuelle de l'impérialisme, joue en définitive dans le sens du rapprochement de la guerre et non pas de son éloignement.

Parmi toutes les considérations dont il faut tenir compte en cette matière, la plus importante est celle qui est relative à la stabilité économique et sociale des Etats-Unis. Dans la mesure où la conjoncture économique aux Etats-Unis, caractérisée par le boom actuel dû à la production ascendante d'armements, rapprochera le moment de la crise, le danger de la guerre deviendra imminent. Aussi longtemps que les classes capitalistes dirigeantes, celles des Etats-Unis en particulier, se sentent, malgré toutes leurs autres difficultés, à l'abri de la crise économique, elles peuvent maintenir leur self-control et étaler leurs plans de guerre afin d'en assurer la meilleure préparation possible. Mais il est d'autre part évident que la classe dirigeante aux Etats-Unis n'hésitera pas à précipiter la guerre au lieu de laisser la crise économique gagner le pays et, à travers lui, l'ensemble du monde capitaliste.

Une telle éventualité signifierait pratiquement la rupture du *statu quo* mondial en faveur de la Révolution, qui profiterait de la dislocation et de la paralysie du capitalisme pour se propager quasi pacifiquement, sans passer par la guerre.

Dans quels délais la conjoncture économique actuelle peut-elle se rapprocher du moment de la crise ? Il est naturellement difficile de se prononcer avec certitude là-dessus. Cependant le processus inflationniste, déjà assez rapide aux Etats-Unis, mine à la fois la stabilité économique et

sociale du pays. D'autres incidences de l'économie d'armements sur l'ensemble de l'économie américaine, peuvent précipiter le moment de la crise.

Dès l'an prochain (1953) les industries travaillant à équiper celles qui sont consacrées à la production d'armements risquent de s'arrêter, ces dernières ayant suffisamment augmenté leur capacité productive pour répondre au rythme prévu de la production.

Entre l'aspect purement économique et l'aspect social de la crise aux Etats-Unis il y a d'autre part interaction. Il n'est pas absolument nécessaire pour que la crise commence que tous les facteurs d'ordre purement économique soient intervenus. Une agitation sociale ascendante stimulée, par exemple, par le processus inflationniste qui mine le pouvoir d'achat des masses, peut conduire à des grèves fréquentes et amples accélératrices de la crise, si les capitalistes n'augmentent pas les salaires et ne diminuent pas leurs bénéfices, mais majorent énormément (en leur faveur) les prix. Il s'ensuivrait une poussée inflationniste encore plus marquée.

De toute façon la classe dirigeante américaine, qui décidera en définitive du moment de la guerre, tiendra compte avant tout du climat économique et social aux Etats-Unis. Elle précipitera la guerre dès qu'elle constatera que la crise économique et sociale risque de la paralyser, de lui enlever le soutien des masses, et de la terrasser ainsi que l'ensemble du monde capitaliste, sans combat. L'évolution de la situation dans les autres parties du monde exercera naturellement une influence

considérable sur l'orientation propre des États-Unis et sur l'heure de leur décision.

Les difficultés qui iront s'aggravant des différents pays capitalistes dans leurs préparatifs de guerre, dans leurs rapports avec leurs propres masses et entre eux, obligent à un étalement dans le temps et à une modification des plans de guerre initiaux.

Mais d'autre part, dans le cas où ces difficultés risquent de détériorer encore plus la situation, elles agissent comme un élément accélérateur de la guerre.

Car il est pratiquement très peu probable que les États-Unis et les autres pays capitalistes laisseront la situation se développer en une crise économique et sociale grave qui les mettrait de ce fait dans un état d'infériorité catastrophique par rapport aux forces de la Révolution. Ils précipiteront dans ce cas également la guerre.

Il y a enfin les réactions propres de l'U.R.S.S. et des États alliés à elle, de la Chine en particulier. Malgré la volonté manifeste des dirigeants soviétiques d'éviter la guerre, une réaction préventive de l'U.R.S.S. et de ses alliés n'est pas absolument exclue devant la préparation précise et accélérée de l'impérialisme coalisé. D'autant plus que l'influence des dirigeants chinois qui partagent avec le Kremlin sur le plan international la direction politique de cette alliance, peut s'exercer dans le sens d'une action offensive préventive. Une telle éventualité peut par exemple se présenter à partir de la ratification effective des traités

de Bonn, et de la remilitarisation de l'Allemagne occidentale en Europe, du Japon en Asie.

Déjà, vers la fin de 1953 le réarmement américain aura atteint un niveau très élevé, et la remilitarisation de l'Allemagne et du Japon un stade important.

Nous serons entrés à partir de ce moment dans la *période critique* où toute détérioration grave de l'équilibre actuel, pour une raison ou autre — menace de crise aux Etats-Unis ou en Europe, rebondissement de la Révolution coloniale, etc. — peut se développer rapidement au delà d'une affaire locale donnée en conflit mondial.

Cela ne veut pas dire que la guerre sera *très probable* dès 1953 ; cela veut dire qu'elle devient déjà *possible*. L'ensemble des facteurs qui déterminent en réalité le moment du conflit est tellement complexe, tellement fluide et tellement sujet à des modifications que cette *période critique*, une fois ouverte, peut s'étaler sur une *durée de quelques années, sans que la guerre éclate mais où il devient possible qu'elle éclate à chaque moment*.

Les capitalistes envelopperont, comme d'habitude, cette période critique dans les voiles des mystères, des mensonges, et des déclamations pacifiques qui ont toujours accompagné l'imminence de leurs mauvais coups.

Mais les masses feront bien d'être plus que jamais sur leurs gardes afin de paralyser aussi vite que possible, grâce à une riposte foudroyante par leur mobilisation révolutionnaire à l'échelle internationale, la main criminelle de l'impéria-

lisme qui se lèvera inévitablement encore une fois pour frapper l'humanité en marche vers son avenir socialiste.

(1) Les dirigeants soviétiques et des P.C. furent obligés de reconnaître à partir de 1947 le caractère impérialiste de la guerre menée par les pays « démocratiques » capitalistes, sans en tirer en même temps, il est vrai, toutes les conséquences en ce qui concerne la politique d'union sacrée des P.C. avec la bourgeoisie de leurs pays durant le conflit.

(2) Ceci ne semble cependant pas être le point de vue de Walter Ulbricht, secrétaire général du Parti socialiste unitaire d'Allemagne (S.E.D.) qui dans son rapport à la II^e Conférence de ce Parti, tenue du 9 au 12 juillet 1952 a déclaré : « le camp impérialiste qui est sorti affaibli de la deuxième guerre mondiale est déchiré par des contradictions intérieures insurmontables. Il est partagé en deux parties : le groupe des pays impérialistes vaincus (Allemagne occidentale, Japon, Italie) et le groupe des pays impérialistes vainqueurs (États-Unis, Grande-Bretagne, France).

La loi du développement inégal des pays impérialistes et de *l'inévitabilité de contradictions et de guerres entre eux agit actuellement plus fort que jamais* ». (Souligné par nous. « Pour une Paix durable, etc. », du 18 décembre 1952.)

(3) Dans le chapitre « Le militarisme en tant que domaine d'accumulation » de son livre « L'accumulation du capital », écrit en 1912.

(4) R. Luxembourg, outre cette nouvelle « fonction importante » du militarisme décrivait ainsi ses autres fonctions dans le passé « Le militarisme remplit une fonction tout à fait définie dans l'histoire du capital, accompagnant chacune des phases historiques de l'accumulation. Il joue un rôle décisif dans les premières étapes du capitalisme européen, dans la période dite d'« accumulation primitive » en tant que moyen de conquête du Nouveau Monde et des territoires des Indes, producteurs d'épices. Plus tard, il est employé à soumettre les colonies modernes, à détruire les organisations sociales des sociétés primitives de manière à s'approprier leurs moyens de production, à introduire de force le commerce des marchandises là où la structure

sociale y était défavorable, et à transformer les indigènes en prolétaires.

« Il est responsable de la création et de l'expansion de sphères d'intérêt du capital européen dans les territoires non européens, de l'extorsion de concessions de chemins de fer aux pays arriérés, et de l'imposition des exigences du capital européen à titre de prêteur international. Enfin, le militarisme est une arme dans la concurrence menée entre pays capitalistes pour les territoires de civilisation non-capitaliste ».

(5) L'argument selon lequel les dirigeants soviétiques poussent à la guerre est démenti par les faits. S'ils voulaient la guerre, ils auraient dû en toute logique la déclencher entre 1945 et 1950, par exemple, avant le réarmement atlantique et profiter de leur supériorité militaire écrasante pendant cette période. Ils devraient la déclarer encore maintenant avant que le réarmement américain n'atteigne son degré optimum.

En réalité les dirigeants soviétiques ont peur de la guerre. Mais pour quelles raisons exactement ont-ils peur de la guerre et veulent-ils l'ajourner le plus longtemps possible ?

Un écrivain français bien connu, Jean-Paul Sartre, explique par exemple que la raison principale doit être recherchée dans la peur qu'a l'U.R.S.S. de perdre cette guerre, « une réelle disproportion » demeurant « entre le bloc oriental et le bloc occidental ». (*Les Temps Modernes*, juillet 1952, « Les communistes et la paix »).

Jean-Paul Sartre pense évidemment au rapport de forces du point de vue potentiel militaire, qui n'est comme nous le verrons dans le chapitre suivant qu'une partie du rapport des forces global entre les deux camps sociaux (et non de deux blocs d'Etats seulement.)

Mais le même auteur admet que l'U.R.S.S. n'a pas attaqué au moment où « elle était invincible en Europe » et le « réarmement américain » n'était pas commencé.

Par amour abstrait alors de la paix, comme le font croire aux masses petites bourgeoises les dirigeants des Partis communistes dans le monde (l'U.R.S.S. est pour la paix, l'impérialisme est pour la guerre) ? ou par sagesse « léninienne » comme le laisse encore entendre Jean-Paul Sartre — à la grande stupéfaction des admirateurs du moraliste — qui ose comparer la politique foncièrement opportuniste des dirigeants soviétiques, sans scrupule quant aux moyens qu'ils utilisent et à leurs effets sur l'éducation

révolutionnaire des masses, avec celle de Lénine, principale, tendue tout entière vers la mobilisation révolutionnaire accrue du prolétariat international ?

Mais où est la sagesse, si on ne l'utilise pas quand on est fort, et si on laisse, en réalité, à l'ennemi choisir le moment de son attaque, celle-ci étant de toute façon inévitable ? La sagesse « léninienne » était synonyme de l'audace révolutionnaire et d'une approche réaliste, sans illusion, de la situation.

En réalité la bureaucratie soviétique (notion dont Jean-Paul Sartre ne saisit pas le contenu historique et social concret, ainsi que les conséquences pour la politique intérieure et extérieure de l'U.R.S.S.) avait peur des conséquences révolutionnaires de la guerre non pour le capitalisme mais pour son propre régime de caste privilégiée en U.R.S.S. Elle continue aujourd'hui à avoir autant peur de ces conséquences que du potentiel militaire de l'impérialisme lancé actuellement dans la préparation de la guerre.

LA NATURE DE CLASSE DE LA GUERRE QUI SE PREPARE. SA TRANSFORMATION

LA guerre qui se prépare actuellement ne ressemblera à aucune guerre du passé.

Par comparaison plus particulièrement avec les deux guerres du siècle — celle de 1914-18 et celle de 1939-45 — la nouvelle guerre qui se prépare ne pourra plus être caractérisée comme une *guerre interimpérialiste*. Sa nature sociale, sa nature de classe, ne sera plus la même.

Pour la préciser il est nécessaire de procéder de la même manière que Marx ou Lénine dans le passé : *qui veut combattre qui et pour quels buts?*

Pour définir la nature de classe d'un Etat, il est erroné de partir du caractère de sa direction politique au lieu de ses fondements économiques et sociaux ; de même, il est également erroné, dans le cas d'une guerre, de partir de la nature des gouvernements en lutte au lieu de la nature de classe des régimes et des forces sociales qu'ils représentent.

Pour des observateurs superficiels ou qui veulent dans un but donné brouiller les cartes, la guerre qui se prépare est celle de Washington contre Moscou, luttant chacun pour ses propres

fins égoïstes, nationalistes, ou pour la domination mondiale. Pour d'autres encore qui aiment camoufler les tueries et les luttes sous de nobles apparences idéologiques et apaiser ainsi leur conscience inquiète, c'est la guerre de la « Démocratie », de la « Liberté » etc. contre le totalitarisme stalinien.

En réalité, toute l'analyse à laquelle nous avons procédé dans les pages qui précèdent montre que la guerre qui se prépare est celle de *l'impérialisme coalisé dirigé par Washington contre la Révolution sous toutes ses formes.*

Ce sont les contradictions aggravées du régime capitaliste dans les nouvelles conditions créées à la suite du récent conflit mondial qui le poussent une fois encore à la guerre. Le rétrécissement de ses marchés, contrastant avec le développement de la capacité de production de son appareil économique, l'ascension d'un nouvel ordre social englobant déjà un tiers de l'humanité, la crainte de nouveaux progrès de cet ordre, l'impossibilité de stabiliser la situation dans les pays coloniaux et semicoloniaux ainsi que dans les pays de l'Europe occidentale, la menace d'une nouvelle crise économique catastrophique, ce sont autant de facteurs qui forcent l'impérialisme à chercher dans la préparation de la guerre et la guerre elle-même sa seule chance de maintien et de survie.

Le capitalisme entré dans sa phase impérialiste de décadence, conduit à la guerre quasi automatiquement ; la préparation économique de la guerre et la guerre elle-même lui servant à dépenser improductivement la partie des forces produc-

tives qu'il est incapable d'utiliser autrement, à parer ainsi provisoirement à la menace de la crise économique et à améliorer le sort de certains de ses éléments composants antagonistes au détriment d'autres. On arrivait jusqu'alors par ce processus aux guerres interimpérialistes visant à repartager le monde entre les blocs impérialistes en lutte. Aujourd'hui, la préparation économique de la guerre, grâce au développement gigantesque de l'économie d'armements, aux Etats-Unis avant tout, est pour l'impérialisme la manière de contenir les forces productives qu'il ne peut utiliser productivement et de faire face ainsi à la menace de la crise. A la longue c'est la guerre elle-même qui peut éviter le déclenchement de cette crise.

Mais, d'autre part, d'immenses marchés capables de contenir au moins une partie des forces productives de l'impérialisme qui étouffent dans les frontières nationales, lui échappent maintenant, car il s'y édifie un nouvel ordre social qui les détache structurellement du circuit économique capitaliste. Ils constituent de ce fait non seulement une perte économique, mais en même temps un danger politique et social dont le potentiel explosif, qui augmentera avec le temps, menace l'ensemble de l'édifice capitaliste.

Ceci détermine la direction et les buts que revêt actuellement la préparation à la guerre de l'impérialisme. Il s'agit de tenter de sauver, par la préparation à la guerre et la guerre elle-même, le régime capitaliste menacé non seulement économiquement mais politiquement et socialement.

Les forces qui menacent le régime capitaliste sont, nous l'avons dit, celles de la Révolution sous toutes ses formes : les *Etats non capitalistes*, la *révolution coloniale*, le *mouvement révolutionnaire international*. Dans tous ces éléments s'exprime, comme nous l'avons montré dans les chapitres précédents, directement ou indirectement, sous des formes plus ou moins claires et conscientes, le processus fondamental, objectif de la Révolution socialiste mondiale de notre siècle.

Les Etats non capitalistes de l'U.R.S.S., des « démocraties populaires », de la Chine, malgré leur direction bureaucratique, font partie de cette Révolution, ainsi que la Révolution coloniale et le mouvement révolutionnaire du prolétariat des pays capitalistes.

La guerre de l'impérialisme coalisé se prépare contre tous ces éléments, contre toutes ces formes de la Révolution qu'elle tentera de détruire. De ce point de vue elle ne sera pas la guerre entre deux blocs d'Etats mais la guerre entre deux camps sociaux.

Elle n'a pas pour but de châtier les crimes de la bureaucratie soviétique, de restaurer la « liberté » sur les territoires de l'U.R.S.S. et des autres Etats non capitalistes, etc., mais de réintégrer tous ces pays dans le régime capitaliste, de briser l'élan de la Révolution coloniale en cours, de démoraliser et de désorganiser le mouvement révolutionnaire du prolétariat dans les métropoles. C'est la guerre contre la Révolution, la guerre faite par la contre-révolution à la Révolution.

Déjà dans le climat de la « guerre froide » actuelle le caractère des conflits partiels en cours préfigure le caractère du conflit général en préparation. Les guerres des impérialistes dans les colonies, au Vietnam, en Malaisie, en Birmanie, en Corée, sont des guerres contre la Révolution coloniale et prolétarienne, et non pas simplement des guerres entre Etats.

Quand, dans leurs Conventions de juillet 1952, Républicains et Démocrates ont surenchéri à propos de l'aide nécessaire au régime des mercenaires de Formose, « avant-poste du monde libre », ils ont démontré à la fois le caractère contre-révolutionnaire de leur guerre et la futilité, l'hypocrisie et l'ignominie de ses prétextes « idéologiques ».

La guerre de Corée est particulièrement caractéristique. Elle a commencé en réalité comme *guerre civile* entre les Nordistes et les Sudistes vivant sous des régimes sociaux différents. Elle s'est développée en tant que telle dans le sud même où la guerre civile n'a jamais cessé jusqu'à ce jour. Cet aspect indiscutable de la guerre (1) à ses débuts rend du reste absolument secondaire la question formelle de savoir qui a tiré le premier coup de feu. Son caractère de classe fut déterminé par les forces sociales aux prises. Préparée par avance (2) l'intervention des impérialistes aux côtés des forces indigènes réactionnaires de Sygman Rhee, l'a transformée en guerre colonialiste et contre-révolutionnaire de la part des impérialistes, en guerre anti-impérialiste et révolutionnaire de la part des forces nordistes et chinoises.

Ce n'est pas une simple guerre entre Etats quel-

conques, et encore moins entre tel ou tel gouvernement, mais avant tout une guerre entre forces sociales adverses, indépendamment du caractère de la direction de celles-ci.

Seule une telle analyse du caractère de classe de la guerre de Corée permettra aussi une position de classe juste par rapport à elle. Qui combat qui et pour quels buts ? C'est là la question.

La guerre de l'impérialisme coalisé contre la Révolution sous toutes ses formes se prépare actuellement dans un rapport de forces donné. Celui-ci est favorable à la Révolution et il le restera jusqu'à la guerre. Car l'impérialisme ne pourra pas le modifier fondamentalement en sa faveur d'ici l'éclatement du conflit.

Quand nous parlons du rapport des forces, nous n'envisageons pas son seul aspect de forces économiques et militaires *effectives* ou même *potentielles*, mais le rapport de forces global : économique, militaire, social.

Des stratèges ou des politiciens primaires envisagent l'issue du conflit en préparation en se basant sur quelques chiffres-clefs du potentiel économique de l'un et l'autre « bloc d'Etats ». Parmi ces chiffres, celui de la production de l'acier joue naturellement un rôle prépondérant. Sur cette base la disproportion entre l'U.R.S.S. et le bloc occidental (1 à 3) leur apparaît sceller à jamais le sort de l'Union soviétique qui n'aurait aucune chance de gagner la guerre, etc.

Leur erreur fondamentale (en excluant l'éventualité d'erreur *voulue*) consiste à envisager le

conflit qui se prépare selon les schémas périmés du passé ; c'est-à-dire comme un simple conflit entre États quelconques mobilisant chacun son potentiel économique et militaire.

La mobilisation économique et militaire de l'impérialisme est handicapée par le fait qu'elle doit se baser sur les masses métropolitaines, coloniales et semi-coloniales qui sont soit en révolte ouverte, soit en fermentation révolutionnaire, soit en état de méfiance par rapport aux buts de guerre de l'impérialisme. D'autre part, le camp de la Révolution bénéficie de l'énergie révolutionnaire des masses qui supplée énormément à leur infériorité économique et technique parfois très considérable.

Les rapports de classe dans tous les pays incorporés dans l'orbite du système capitaliste sont soit minés, soit instables et généralement défavorables à une stabilisation relative durable du régime (3).

Le cas des pays coloniaux et semi-coloniaux est probant.

Le cas de l'Europe occidentale n'est pas moins significatif.

Nulle part jusqu'à présent le capitalisme n'a réussi à infliger une défaite décisive au prolétariat, à surmonter sa crise, à stabiliser relativement ses positions. S'il a marqué ici et là quelques points, sa situation générale critique ne lui permet pas d'en profiter d'une façon décisive, même dans des pays comme la Grèce et l'Espagne.

Les pays de l'Europe occidentale sont la proie d'une crise permanente, avec de courts intermèdes

de stabilité relative entrecoupés de rechutes prolongées fréquentes.

D'autre part, dès qu'un pays capitaliste se relève un peu, un autre décline, provoquant une aggravation plus générale qui à son tour bouleverse de nouveau les quelques positions faiblement et péniblement stabilisées ailleurs. Pour que le capitalisme profite du potentiel économique et militaire des pays qu'il contrôle, il faudrait que le rapport des forces sociales s'y prête.

D'autre part, le camp de la Révolution bénéficie de l'énergie révolutionnaire des masses, qui entre comme un facteur déterminant dans le rapport de forces global.

Par exemple, dans le cas de la guerre de Corée, ou même du Vietnam, selon les conceptions de la science militaire classique la défaite des Nord-Coréens ou du Vietminh, vue leur énorme infériorité économique et technique, etc., était inéluctable. Mais face à une armée impérialiste la Révolution coloniale a mobilisé d'immenses ressources humaines extra-techniques, extra-militaires, qui jetées dans la fournaise de la lutte contre-balancent cette infériorité.

Le rapport de forces dans une guerre impérialiste contre une Révolution est tout autre que le simple rapport de forces économiques et techniques.

Toutes les révolutions coloniales en cours le démontrent d'une manière éclatante.

Naturellement il ne suffit pas de se contenter

de ces forces seulement. Les forces d'ordre strictement économiques et techniques, effectives et potentielles, que les Etats non capitalistes auront à mettre en ligne, sont déjà de loin supérieures à celles que leur attribuent les stratèges intéressés (4). Leur développement et leur *mobilisation effective* se trouvent largement favorisés par le système d'économie étatisée et planifiée de ces pays. Leur proximité des théâtres immédiats du conflit, l'Europe et l'Asie, accroît encore leur supériorité par rapport aux forces principales du camp impérialiste qui sont celles des Etats-Unis.

D'autre part, une chute éventuelle dans la première phase du conflit des pays capitalistes industriels de l'Europe continentale changera — même sur ce plan économique et technique fondamentalement le rapport des forces entre les deux camps.

Le rapport de forces global actuel contraste d'une manière frappante avec celui de la dernière guerre. En comparant l'exemple de l'Espagne de 1938 à celui de la Corée de 1952, on a à ce propos deux repères significatifs. En 1938, les forces de la révolution furent écrasées et obligées de capituler sans conditions. Leur défaite totale était symbolique du rapport des forces global à ce moment entre la Révolution et l'impérialisme. Avec la Révolution espagnole, dernier sursaut du prolétariat après une longue série d'autres défaites, c'était le prolétariat international tout entier qui subissait la victoire de l'impérialisme.

En 1952, l'impérialisme le plus puissant, celui des Etats-Unis, épaulé par l'impérialisme mondial, est obligé de négocier en Corée, depuis plus d'un

an maintenant, un compromis avec les forces de la Révolution coloniale.

Les temps ont en effet changé radicalement.

La conjoncture inaugurée par la guerre de Corée, celle de la préparation plus précise et accélérée de la guerre, n'a pas changé fondamentalement le rapport des forces en faveur de l'impérialisme.

Sur le plan strictement *militaire* le développement de l'économie d'armements et en général les mesures de remilitarisation accélérée des pays capitalistes ont naturellement permis à ceux-ci d'augmenter leurs forces militaires effectives et potentielles. Les Etats non capitalistes en font autant.

Par contre, la nouvelle conjoncture a contribué à miner l'édifice de stabilité relative des pays capitalistes de l'Europe occidentale en particulier, stabilité à laquelle ces pays semblaient être parvenus entre 1949 et la guerre de Corée.

Les conséquences du réarmement et de la remilitarisation pèsent de plus en plus lourdement sur les masses et provoquent des réactions toujours plus vives.

Le *bevanisme*, c'est-à-dire la radicalisation d'une aile importante des partis socialistes européens de masse en est une manifestation ; la lutte des soldats belges contre le service de deux ans et la grève générale des syndicats belges pour la soutenir en est une autre.

Certains qui enregistrent ces conséquences s'interrogent sur la possibilité du capitalisme de

déclencher dans de telles conditions sa guerre contre-révolutionnaire...

Dans le passé, disent-ils, le capitalisme a pu recourir à la guerre, par suite de la défaite et de la démoralisation du prolétariat. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Courir le risque de la guerre sans avoir préalablement battu et démoralisé le prolétariat ne signifie-t-il pas courir avec certitude au suicide et à la catastrophe ?

Ce raisonnement serait valable si le capitalisme avait à choisir entre plusieurs possibilités, s'il n'était pas forcé de recourir à la guerre comme seul moyen de faire face à la menace de la crise économique et de la Révolution.

En réalité, la seule chance pour le capitalisme de tenter de changer le rapport de forces actuellement défavorable, ce n'est pas de se cantonner dans l'inaction ou une attitude d'expectative mais de contre-attaquer par la guerre. Autrement — comme nous l'avons déjà noté — il doit se rendre sans combat.

Il faut partir de la conviction que l'impérialisme s'avérera incapable de changer décisivement le rapport des forces en sa faveur d'ici le conflit mondial, et que c'est précisément pour cette raison qu'il tentera de le changer dans ce sens par la guerre, et d'éviter ainsi que ce rapport ne devienne encore plus défavorable.

Dans ces conditions, quelle pourra être la transformation la plus probable (avec laquelle il faut compter *pratiquement*) d'une telle guerre ?

Par sa nature de classe même cette guerre aura,

sociologiquement parlant, un aspect de *guerre civile*, elle sera la *guerre de l'impérialisme contre la Révolution*.

Mais d'autre part le fait qu'elle éclatera sans que les masses prolétariennes et coloniales soient préalablement décisivement battues et démoralisées la transformera rapidement en *guerre civile internationale effective*.

Indépendamment de la situation particulière de tel ou tel pays, indépendamment du rythme varié du murissement révolutionnaire d'un pays à un autre, sa *tendance générale dominante* sera celle de sa transformation en *guerre civile internationale*. Ceci sera particulièrement le cas en Asie et en Europe.

La tendance à une telle transformation découle à la fois de la nature de classe de la guerre qui se prépare et du rapport des forces dans lequel elle se prépare et éclatera.

Loin de marquer une stagnation ou un recul de la lutte des classes actuelle, la guerre la portera au contraire à son paroxysme.

Qui analyse sérieusement le rapport des forces actuel en Asie et en Europe, son caractère hautement explosif, qui réfléchit sur la nature d'une telle guerre et la façon dont elle sera interprétée par les masses ne peut pas douter de cette transformation inévitable du conflit en *guerre civile internationale*.

La bureaucratie soviétique elle-même, malgré son conservatisme et son caractère contre-révolutionnaire organique, sera obligée de donner une

certaine *impulsion* révolutionnaire aux masses qu'elle contrôle ou influence. Devant le danger qui en ce moment est le danger *imminent et principal* de se trouver battue par l'impérialisme et d'être détruite ainsi en tant que couche sociale privilégiée qui tire ses avantages et sa puissance des fondements économiques et sociaux actuels de l'U.R.S.S. (5), la bureaucratie soviétique est obligée à sa manière de défendre ces bases. D'autre part comme elle n'est pas une force sociale autonome, elle ne pourra assumer cette défense sans faire appel à une certaine mobilisation de la classe ouvrière de l'U.R.S.S. et du monde.

Les masses des ouvriers qui suivent les partis communistes, impulsés en partie par la bureaucratie soviétique elle-même, en partie par leurs propres directions, et surtout par leur propre instinct de classe et la juste interprétation qu'ils donneront à la guerre, se mettront en mouvement.

Ce mouvement revêtira le caractère de guerre civile et ira infiniment au delà des buts initiaux du Kremlin et de ses possibilités de contrôle sur les masses.

Les premières victoires militaires inévitables des Etats non capitalistes en Asie et en Europe, ainsi que la démoralisation et même la décomposition des classes dirigeantes dans ces régions augmenteront les effets du mouvement révolutionnaire des masses, faciliteront et accentueront la transformation de la *guerre en révolution* (6).

Déjà les guerres partielles en cours dans les colonies s'entremêlent avec la révolution sociale dans ces pays.

Par sa nature de classe, par le rapport des forces donné dans lequel il éclatera, le conflit général qui se prépare, sera à la fois une *guerre* et une *révolution*, une *guerre-révolution*, en réalité la voie de la lutte et de la victoire décisives, finales, de la révolution socialiste mondiale sur le capitalisme mondial.

Tel est le sens et l'ampleur du conflit qui se prépare.

Ce processus avait commencé avec la Révolution russe de 1917. La guerre de 1939-1944, qui était restée encore fondamentalement interimpérialiste, l'a maintenu inachevé, à mi-chemin ; le capitalisme quoique mutilé a pu encore survivre ; les Etats non capitalistes quoiqu'il y en ait plusieurs cette fois (au lieu d'un seul auparavant : l'U.R.S.S.) et qu'ils soient puissants, auront à subir ainsi que toutes les autres forces de la révolution un nouvel assaut furieux du capitalisme luttant désespérément pour sa survie.

C'est le nouveau conflit en préparation qui sera cette fois décisif pour de bon, il va clore *de toute façon* une *époque historique entière*.

Des demi-solutions nouvelles sont pratiquement infiniment peu probables.

Et si l'impérialisme arrivait à vaincre malgré tout ?

Toute l'analyse à laquelle nous avons procédé montre en réalité que cette hypothèse est du domaine des spéculations théoriques et non de celui des possibilités pratiques. Envisageons-la cependant, froidement.

Une victoire de l'impérialisme ne résoudrait aucune de ses contradictions fondamentales, aucun de ses problèmes vitaux. Etablie sur la base de destructions immenses du patrimoine matériel de l'humanité, elle signifierait un recul historique immense et aboutirait à un chaos universel pour une période historique entière.

La destruction des Etats non capitalistes, le coup d'arrêt à la révolution coloniale, la désorganisation et la démoralisation du mouvement ouvrier international, entraîneraient inévitablement le recul des forces productives, le maintien et l'extension de la misère matérielle des immenses masses de l'humanité, la réaction politique et l'obscurantisme moyenageux.

Dans de telles conditions le contrôle effectif de l'impérialisme ne serait qu'un leurre. Le chaos serait le nom le plus propre à caractériser une telle situation.

Par la suite, à travers ce chaos, l'humanité referait péniblement quand même son chemin vers de nouvelles luttes et de nouvelles tentatives d'atteindre son véritable âge historique, celui de son organisation socialiste.

(1) Voir, entre autres, à ce propos le livre du journaliste américain I. F. Stone : *The Hidden History of the Korean war* (Monthly Review Press, New-York).

(2) Dans son livre, Stone, sur la base d'une documentation serrée et abondante, soutient que la guerre de Corée, en tant que conflit international, fut préméditée et préparée par la clique des Mac Arthur, John Foster Dulles, Syngman Rhee et Tehang Kai Chek, afin de provoquer

l'intervention de l'impérialisme américain en Asie, de combattre la Chine, et de déclencher le réarmement américain.

(3) A l'exception, provisoirement, des Etats-Unis.

(4) Voir les références sur la production combinée U.R.S.S.-« Démocraties Populaires » dans le chapitre « Les Etats non capitalistes ». Les précisions données dans *Pravda* du 20 août 1952 sur le nouveau plan quinquennal 1951-1955 de l'U.R.S.S. confirment et renforcent ces références.

(5) De la structure de l'économie étatisée et planifiée de l'U.R.S.S., qu'une éventuelle victoire du capitalisme ne saurait plus maintenir.

(6) La stabilité relative actuelle du rapport des forces sociales aux Etats-Unis ne résistera pas aux premiers coups que la guerre lui portera. Les Etats-Unis sont déjà entrés dans la période de leur crise sociale. Ils emmagasinent, en réalité, dans leur structure les charges explosives du monde capitaliste tout entier dans lequel ils sont obligés de plonger leurs racines de plus en plus profondément.

Mais pour le moment l'éclatement ouvert de la crise et sa transformation révolutionnaire sont ralenties par l'essor économique, le bas niveau politique des masses et l'inexistence d'une puissante avant-garde révolutionnaire organisée.

La guerre qui, cette fois, sera ressentie sur le sol même du pays et dont l'effort sera supporté avant tout par les masses américaines, précipitera les développements révolutionnaires aux Etats-Unis. Ainsi se précisera la chance d'une fin rapide et victorieuse du conflit.

VI

SE PRÉPARER POUR VAINCRE RAPIDEMENT ET TOTALEMENT

TOUTES les conditions sont actuellement réunies pour assurer la victoire mondiale du socialisme, sauf une : l'existence d'une direction internationale révolutionnaire suffisamment forte pour aider le processus révolutionnaire objectif à aboutir plus rapidement et plus sûrement à cette fin. Le régime capitaliste s'avère non seulement incapable d'assurer le développement ultérieur des forces productives, mais ses rapports de production sont devenus l'entrave majeure à ce développement. D'autre part, les contradictions du régime ont atteint un tel degré de paroxysme, qu'elles menacent l'humanité de la plus destructrice des luttes jamais connues dans l'histoire.

Le caractère non viable et l'absurdité criante, révoltante, du régime éclatent même aux yeux de ses représentants les plus lucides. S'il fallait apporter contre ce régime une nouvelle condamnation historique, on n'en trouverait pas, peut-être, de plus écrasante que celle fournie par l'utilisation qu'il est en train de faire de la plus prodigieuse force productive jamais maîtrisée par le génie de l'homme, celle de l'énergie atomique.

Truman, inaugurant les travaux pour la construction du premier sous-marin atomique « Nau-

tilus » avait trouvé des paroles heureuses, mais combien cyniques et hypocrites, pour souligner l'ampleur et l'importance capitales de la découverte nouvelle de l'énergie atomique, faisant pâlir aussi bien celle de la vapeur que de l'électricité. Il s'est empressé d'ajouter que « malheureusement » l'attitude belliqueuse de l'U.R.S.S., etc., obligerait d'ajourner son utilisation pacifique pour les besoins civils. En réalité, l'utilisation industrielle de l'énergie atomique est bloquée par les rapports capitalistes de production, qui sont incapables de contenir des forces productives infiniment moins importantes que celle-ci. Il suffit à ce propos de réaliser que, par exemple, « 1 kg de charbon, s'il était entièrement converti en énergie, fournirait 25 trillions de kilowatts-heure d'électricité, c'est-à-dire, autant que les centrales des Etats-Unis pourraient fournir en fonctionnant sans arrêt pendant deux mois » (1).

Il faudrait révolutionner complètement la structure actuelle de l'appareil industriel capitaliste, rendre inutilisable une grande partie de celui-ci, construire de nouvelles installations, etc. Il faudrait, d'autre part, une fois passé de l'appareil productif actuel à celui de l'âge atomique, pouvoir contenir et développer les nouvelles forces productives immenses, dans un monde régi par les lois d'un marché où ne sont satisfaits que les besoins solvables. Ceci provoquerait des crises économiques encore plus fréquentes et catastrophiques. Les conditions de production capitalistes sont organiquement incompatibles avec l'utilisation générale pacifique de l'énergie atomique.

La seule chose dont le capitalisme est encore

capable, c'est de consommer improductivement ces nouvelles forces dans une œuvre destructrice gigantesque : la nouvelle guerre.

En finir aussi vite que possible avec un tel régime devrait être la préoccupation de tout homme qui a conservé le sens de l'humain et de la raison. Cependant, nous avons déjà eu l'occasion de le noter, les hommes ne se comportent pas selon les règles d'une « raison pure » mais selon les impulsions qu'ils reçoivent de leur position sociale. La classe ouvrière, en grande majorité, dans la plupart des pays, a en réalité rompu en fait avec le régime capitaliste et instinctivement s'oriente vers l'avenir, vers le socialisme. Ailleurs, sa position de classe lui facilite cette même orientation. La position des classes moyennes, et particulièrement de l'« *intelligenza* », est différente. Attachés par d'innombrables petits liens d'ordre économique et culturel au régime capitaliste, ses éléments se débattent dans des problèmes qu'ils ont l'art de rendre insolubles, y gaspillent leur énergie et se consomment eux-mêmes, perpétuellement tourmentés dans un état hamletien d'éternelle indécision et de doute. Déjà, ils trouvent le moyen de s'embarasser avec les « problèmes » nouveaux qui seraient en train de surgir de notre société « machiniste » et qui risqueraient de se perpétuer dans le socialisme. Qu'allons-nous faire par exemple, se demandent-ils, avec « le *milieu technique* des sociétés humaines industrialisées » et la « jungle d'influences quotidiennes qu'il installe », qui « ne fait que s'épaissir, menaçant de plus en plus les valeurs humaines de l'individu, de la culture dans tous les pays d'industrie évoluée,

en Europe comme en Amérique » (2). « Jusqu'à quel point la transformation des rapports de production dans une société collectiviste et planifiée modifie-t-elle l'action (néfaste) d'un tel milieu (technique) sur l'individu ? » (3).

La question de « l'humanisation du travail » par le contrôle de procédés modernes dits « psycho-physiologiques », etc., a certainement son importance afin de parer aux méfaits du « milieu technique » des sociétés industrialisées sur le développement complet de l'individu. Il s'agit cependant d'ordonner l'importance de tel ou tel facteur. Peut-on sérieusement comparer, même de loin, cet aspect du travail humain avec la tâche capitale d'arriver avant tout à ce que Marx appelait le commencement du règne de la véritable liberté pour l'individu : « la réduction de la journée du travail » (4) impossible sans l'abolition du salariat et l'avènement du socialisme ? Le reste dépend d'une manière très stricte de cet achèvement.

Et quel autre sens peut avoir de donner l'impression que les mêmes problèmes continuent sous le socialisme, sans insister sur l'essentiel et le déterminant, sinon de stimuler le scepticisme et l'inertie des éléments intellectuels, caractéristiques propres à leur formation dans une société de décadence ?

D'autres aperçoivent le divorce grandissant entre l'art moderne, par exemple, apparaissant comme un « monstre », et la société, et aimeraient voir « réduire ce monstre à sa réalité humaine pour lui permettre de vivre parmi les hommes dans

le moment où ceux-ci accèdent à un nouvel âge de leur progrès » (5). La réintégration de l'activité artistique et de l'artiste lui-même dans la société est actuellement avant tout une question sociale, liée à l'abolition du capitalisme et à l'avènement du socialisme. Le monde de l'art est certainement particulier et la création artistique obéit à des lois propres, spécifiques à elle, mais elle se développe par rapport au milieu social donné qui entoure l'artiste. Le divorce entre l'art moderne et la société n'est pas seulement imputable à l'incompréhension de celle-ci. L'art moderne s'est développé en tant que tel (« monstre » ou comme on voudra l'appeler) en *opposition* à la société capitaliste déchirée par la lutte de classe, qui est arrivée à son paroxysme.

L'art moderne dépeint soit la décadence du régime soit préfigure, dans des essais primitifs, des tâtonnements et des recherches, l'art de l'âge nouveau, du socialisme. Ses formes extravagantes, « monstrueuses » ou naïves, tourmentées ou paisibles, réalistes, crues, « surréalistes » ou abstraites, expriment la façon dont chaque artiste réagit (selon son tempérament) devant les aspects de la vie sociale contemporaine dans une société tourmentée, cruelle, monstrueuse, absurde, qui écrase l'individu, foment le désespoir, le déséquilibre, la folie, pousse à l'évasion, au rêve, à l'abstraction, mais qui entretient en même temps des forces de progrès matériel et culturel immenses, prémisses et gages certains de l'avenir socialiste de l'humanité.

Pour une autre catégorie d'éléments intellectuels et même pour des couches prolétariennes

importantes politiquement arriérées, influencées par des réformistes ou des centristes, la prise de conscience claire de la période actuelle et de ses perspectives révolutionnaires est obscurcie par leur peur d'une domination mondiale éventuelle de la bureaucratie soviétique et du stalinisme. Cette peur, quand il s'agit d'éléments vraiment désintéressés, est le résultat de leur incompréhension du phénomène bureaucratique dans le mouvement ouvrier et de sa forme stalinienne en particulier. Dans la mesure où le cours de la révolution prolétarienne à notre époque a suivi la ligne générale d'un avancement progressif d'un seul pays arriéré au début (la Russie) vers d'autres pays, plus nombreux mais toujours arriérés, coloniaux ou semi-coloniaux, le phénomène bureaucratique, c'est-à-dire la dégénérescence bureaucratique du pouvoir prolétarien, a été objectivement favorisé. La bureaucratie soviétique, en particulier, a pu à la faveur de ces conditions, à la fois naître, se développer, exproprier complètement pour une période le prolétariat du pouvoir politique ; et régner en maître incontesté sur le mouvement révolutionnaire international. Mais déjà la Révolution prolétarienne est arrivée à une phase supérieure caractérisée par la pluralité des Etats non capitalistes englobant un tiers de l'humanité, la jonction avec la révolution coloniale, et la présence dans les pays métropolitains d'un mouvement ouvrier infiniment plus puissant que celui d'avant-guerre.

Déjà ce renforcement du *potentiel de la Révolution prolétarienne* agit en réalité contre la bureaucratisation de sa direction, contre la

bureaucratie soviétique en particulier, et travaille en direction d'un changement décisif des rapports entre les masses et leurs directions bureaucratiques en faveur des masses. Et ceci pour des raisons à la fois politiques et économiques. Dans la mesure où le mouvement révolutionnaire des masses grossit et devient plus puissant, favorisé par la crise et l'autodécomposition du capitalisme, il a comme effet d'un côté de renforcer son autonomie relative par rapport à ses directions bureaucratiques nationales (c'est-à-dire de rendre plus difficile leur contrôle direct et absolu sur lui) et d'autre part, il agit sur ces mêmes directions, secouant le contrôle direct et absolu qu'exerçait sur elles dans les conditions d'avant-guerre la bureaucratie soviétique.

Les rapports entre celle-ci, les partis communistes et le mouvement révolutionnaire dans chaque pays, sont en train de changer sous l'effet de cette nouvelle dynamique de la Révolution prolétarienne.

Il ne faut pas employer la dialectique pour analyser seulement la situation contradictoire du capitalisme. Il faut l'employer partout, et plus particulièrement pour analyser le processus vivant de la Révolution prolétarienne à notre époque. Aucune position, aucune force ne reste actuellement immuable, même provisoirement. Seuls les schémas mentaux des hommes, leur pensée, peuvent retarder sur le processus objectif et fonctionner pour un certain temps d'une manière mécanique, non dialectique.

Les changements dans les rapports concrets

entre la bureaucratie soviétique, les P.C. et le mouvement révolutionnaire des masses, nous les avons vus se produire déjà lors de la récente guerre et, depuis, dans l'exemple yougoslave et dans l'exemple chinois.

Il est maintenant tout à fait établi que le Parti communiste chinois a « tourné » en 1946, malgré l'opposition du Kremlin et malgré l'impréparation et la confusion de sa propre direction, sous la pression du mouvement révolutionnaire des masses paysannes en particulier, lancées spontanément dans la voie de la réforme agraire (6).

La victoire qu'il a obtenue par suite, l'a placé encore plus sous la pression dominante de ses propres difficultés avec les masses et les problèmes de son pays, et de ce fait elle l'a détaché en réalité du contrôle exclusif et direct de la bureaucratie soviétique. L'évolution ultérieure du P.C. chinois n'est plus déterminée *fondamentalement* par la bureaucratie soviétique.

Même dans le cas d'un Parti communiste comme celui de la France, qui n'est pas à la tête d'un mouvement révolutionnaire luttant objectivement pour le pouvoir, qui n'est pas au pouvoir, mais qui a une très large base de masses avec laquelle il doit compter et dont il subit — indirectement, d'une façon déformée — l'influence, il est facile de voir qu'en contraste avec la situation d'avant-guerre de ce parti, sa direction n'est plus un simple organe de transmission des ordres du Kremlin (7). Empiriquement, handicapée par sa formation et ses traditions bureaucratiques, cette direction est obligée de réfléchir de temps en

temps sur sa politique, d'élaborer elle-même certains de ses aspects en tenant compte de sa base.

Sous la pression d'une situation qui évolue vers la guerre et la lutte décisive et finale, l'*opportunisme* des directions staliniennes, là où elles conservent une véritable influence de masse, est obligé de céder, à moins d'oscillations arbitraires commandées par le Kremlin, et de se transformer en *centrisme*.

Il faut d'autre part compter avec les conséquences du développement des forces productives déjà réalisé en U.R.S.S. même, favorisé et accentué par la jonction économique avec les « Démocraties populaires » et la Chine. Si, dans sa première phase, ce développement profite beaucoup plus à la bureaucratie qu'aux masses, il joue en définitive contre la bureaucratie. A tous les points de vue, le phénomène bureaucratique est le résultat du bas niveau économique et culturel. Dans la mesure où le niveau de vie des masses augmente en U.R.S.S. et où ces masses se familiarisent avec l'éducation, la technique, les sciences, leur niveau culturel se développe aussi ; et leurs réactions politiques contre l'arbitraire de la bureaucratie, son caractère spoliateur et oppresseur, son ossification byzantine dans les arts et la pensée, s'avivent à nouveau. Des processus moléculaires importants s'opèrent dans les consciences. C'est déjà le cas des noyaux cultivés (dans ce sens) qui émergent de la jeune génération en U.R.S.S. et qui joueront le rôle d'éléments catalyseurs au mécontentement et à l'activité révolutionnaire des plus larges masses (8).

Nous avons vu d'autre part dans quelle contradiction explosives se débattent déjà les « Démocraties populaires ». Si l'on est déjà arrivé à ces résultats, que se passera-t-il dès que la Révolution prolétarienne atteindra les pays vraiment industrialisés et à haut niveau culturel des masses, de l'Europe occidentale et des Etats-Unis ? N'est-il pas clair que dans le cas d'une victoire mondiale de la Révolution, à travers son extension maintenant probable tout d'abord aux pays européens et finalement aux Etats-Unis même, le rapport de forces entre le prolétariat révolutionnaire et ses directions bureaucratiques changera fondamentalement en faveur des masses ? Qu'il est pratiquement absurde de croire que la bureaucratie soviétique, source et base du phénomène stalinien, pourra maintenir son contrôle policier et bureaucratique sur les forces révolutionnaires mondiales qui auront réussi à terrasser l'impérialisme ? Ou que le phénomène bureaucratique peut en général subsister sur la base d'une économie étatisée et planifiée mondiale qui déterminera un essor absolument gigantesque des forces productives ?

En réalité la victoire mondiale sur le capitalisme signifiera déjà durant son parachèvement aussi la victoire sur la bureaucratie soviétique, le stalinisme, et minera décisivement les bases économiques du phénomène bureaucratique en général.

Le processus objectif aide actuellement la formation d'une nouvelle direction internationale révolutionnaire. Il est inévitable que la maturation des conditions objectives dans le sens de la Révolution socialiste mondiale pousse dans la lutte

des couches de plus en plus nombreuses, accélère la politisation des masses et facilite une prise de conscience claire par leurs éléments les plus doués, les plus lucides. C'est dans ce sens qu'Engels s'exprimait autrefois sur le problème de la relation entre le processus objectif et son expression subjective nécessaire sur le plan du mouvement politique conscient.

A l'objection de ceux qui croyaient combattre le marxisme en lui reprochant d'affirmer à la fois l'inévitabilité objective du socialisme et d'autre part la nécessité d'un mouvement conscient de la classe, Engels répondait que celui-ci est le résultat nécessaire du premier, et que *dans ce sens* la victoire du socialisme est *inévitabile*. Ce sont les hommes qui font l'histoire et qui réaliseront le socialisme. Ils y seront obligés par la maturation objective des conditions de la victoire du socialisme, maturation qui se manifestera nécessairement dans le mouvement subjectif de plus en plus puissant des hommes pour le socialisme.

Il est inévitable que les véritables éléments révolutionnaires engagés dans la lutte décisive et finale qui commence parviennent à une conception plus claire des moyens et des buts de la Révolution prolétarienne, c'est-à-dire à la conception du marxisme révolutionnaire véritable. Cette clarification idéologique, facilitée objectivement, permettra la création d'une avant-garde révolutionnaire plus forte qui par la suite accélérera et garantira complètement la victoire. Les noyaux marxistes révolutionnaires déjà existant par le monde peuvent jouer un rôle immense dans ce processus. Ils

peuvent énormément accélérer et activer la prise de conscience claire par tous les éléments véritablement révolutionnaires qui se forment actuellement dans le creuset le plus révolutionnaire que l'histoire ait jamais connu. A condition que ces noyaux marxistes-révolutionnaires sachent s'intégrer dès maintenant dans le mouvement réel de leurs pays, y travailler patiemment et l'aider, selon le rythme de sa propre expérience, à accéder à la conception révolutionnaire intégrale de ses tâches.

Dans les pays où le mouvement essentiel de la classe prolétarienne est en quelque sorte indépendant, où ni le réformisme ni le stalinisme ne constituent un obstacle majeur à son évolution progressive, la tâche des marxistes révolutionnaires est de se comporter dès maintenant en tant que noyau du véritable parti révolutionnaire qui exprime dans son programme et son activité de tous les jours les véritables besoins et aspirations de toutes les masses opprimées de la nation : ouvrières, paysannes, petites bourgeoises. C'est dans l'ampleur et l'audace d'une telle conception du programme et de l'action de ces groupes de marxistes-révolutionnaires que résident leurs possibilités tout à fait réelles de devenir relativement très rapidement des forces politiques importantes dans leurs pays respectifs.

Dans les pays par contre où le mouvement politique majoritaire du prolétariat est canalisé au travers des organisations réformistes comme par exemple en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, en Australie, au Canada, ou des organisations sta-

liniennes comme par exemple dans plusieurs pays asiatiques, ou en France et en Italie pour l'Europe occidentale, la tâche des marxistes révolutionnaires est de travailler à l'intérieur de ces mouvements afin d'accélérer la maturation des véritables tendances de gauche d'où sortiront les forces essentielles des partis révolutionnaires de demain.

Que les marxistes-révolutionnaires aient acquis déjà une telle conscience de leurs tâches essentielles et de la façon concrète de les accomplir, est la preuve du haut niveau atteint par l'avant-garde révolutionnaire ainsi que le gage de sa victoire certaine. Car rien ne vaut mieux et ne peut mieux réussir qu'une action dans le véritable sens de l'Histoire.

(1) Lincoln Barnett, *Einstein et son univers*.

(2) Georges Friedmann : *Où va le travail humain* (Editions Gallimard, Paris).

(3) Ibid.

(4) La réduction importante de la journée de travail laissant du temps au loisir, jointe au polytechnicisme (et non à l'exécution mécanique répétée d'un détail) du travailleur, que seule l'organisation socialiste de l'humanité permettra, limiteront incontestablement à une mesure pratiquement insignifiante les méfaits actuels du « milieu technique » sur le développement intégral de l'individu.

(5) Jean Cassou, *Situation de l'art moderne* (Paris).

(6) Voir à ce propos le témoignage de l'écrivain américain J. Belden dans son livre *La Chine ébranle le monde*. « Les dirigeants chinois furent eux-mêmes obligés de constater qu'en 1946 il fallait céder au mouvement spontané de réforme agraire déclenché par les paysans. » (Déclarations de Hua Kang, de Liu Chao-Chi et même de Mao-Tsé-Tung en 1946).

Voir aussi, de Liu Chao-Chi : « L'exemple modèle de la réforme agraire de Ping-Chun et l'épuration du Parti. »

(7) Nous faisons allusion, à ce propos, plus particulièrement aux développements récents de la politique du P.C. français depuis l'article Billoux, le « cahier J. Duclos », les tournants successifs du C.C., l'éclatement au grand jour de l'affaire Marty-Tillon. Tous ces développements éclairent la façon dont les dirigeants du P.C. français élaborent actuellement leur politique et les pressions auxquelles ils sont soumis.

(8) Significative est, à ce propos, la discussion engagée dernièrement entre jeunes auteurs dramatiques, dans les journaux de l'U.R.S.S., autour de la crise du théâtre soviétique ; celui-ci, soumis à la pression des *chinovniki*, administrateurs à l'esprit bureaucratique, s'était vu obligé d'adopter en pratique la théorie du « drame sans conflit », ce qui l'a naturellement complètement desséché.

L'article de Staline dans *Bolchevik* et les travaux du 19^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. ont apporté une nouvelle lumière sur les préoccupations critiques qui caractérisent la nouvelle génération soviétique et dont le sommet bonapartiste est obligé de tenir compte.

POSTFACE

Depuis que cette brochure a été écrite (août 1952) et qu'une première édition en anglais a paru à Londres (octobre 1952), des développements importants ont marqué l'évolution de la situation internationale.

Signalons plus particulièrement ce qu'on a appelé « la crise de la politique atlantique » qui se manifeste par les récentes frictions entre la France et les Etats-Unis, l'ajournement de la ratification des accords de Bonn par la France et l'Allemagne, les projets d'un nouvel étalement du programme de réarmement britannique, les affirmations de Staline dans son article publié en octobre dans Bolchevik concernant la gravité des contradictions interimpérialistes, et qui rejoint le point de vue d'Ulbricht que nous mentionnons à la page 74 de cette brochure ; les travaux du 19^e Congrès du P.C. russe ; l'élection triomphale d'Eisenhower aux Etats-Unis ; les nouveaux développements de la révolution coloniale en Iran, en Tunisie, au Maroc, au Kenya, en Bolivie, au Chili, au Venezuela.

Il n'y a dans tout cela aucune raison pour changer quoi que ce soit au texte original de cette brochure. Au contraire, ces nouveaux développe-

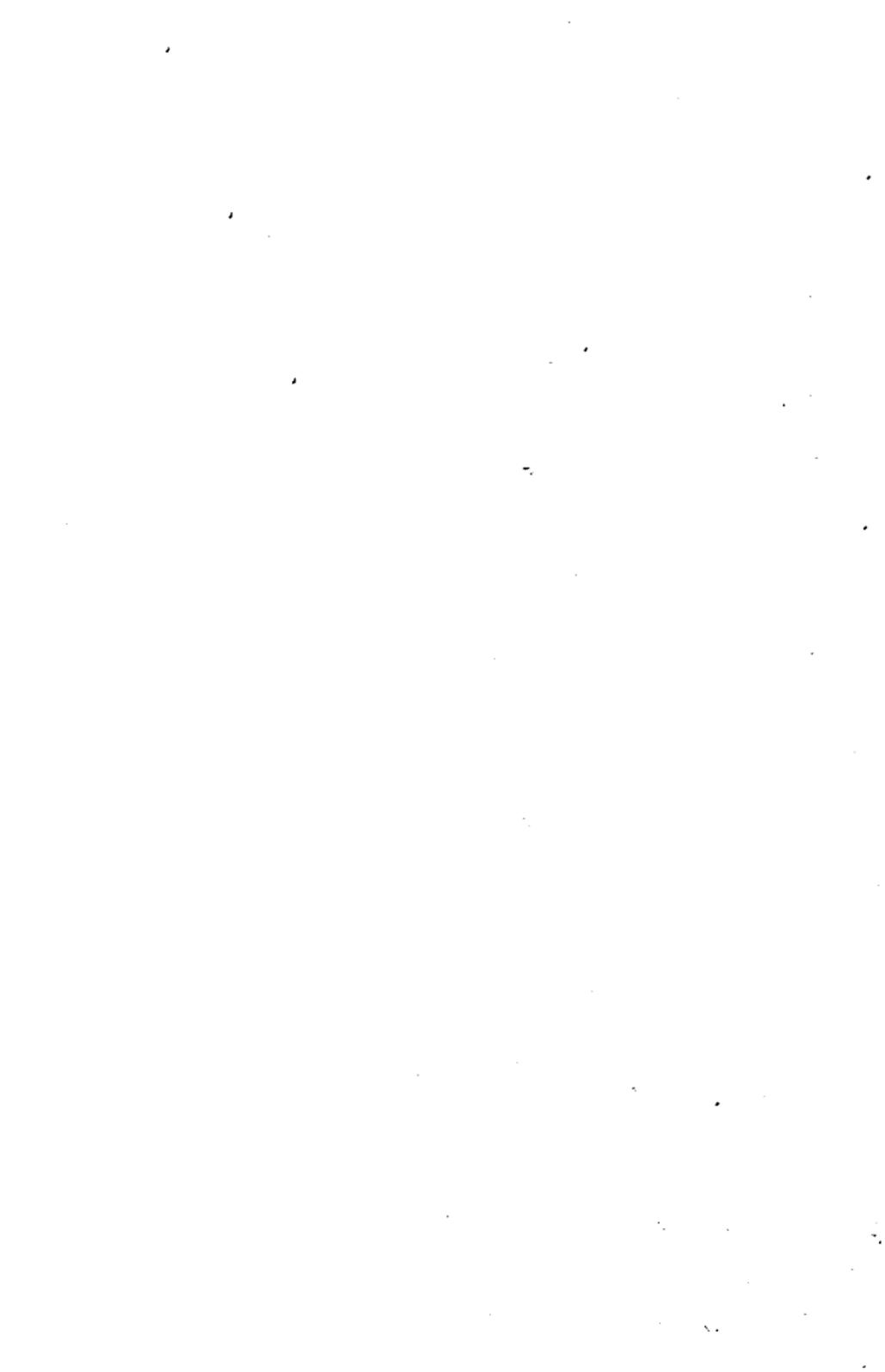
ments, considérés dans leur ensemble et après décantation de leurs aspects épisodiques, se tiennent dans le cadre des prévisions et de l'argumentation générale de ce travail.

Plus particulièrement en ce qui concerne le sens, l'ampleur et les limites des antagonismes interimpérialistes, auxquels Staline se référa pour en dégager la probabilité plus grande d'une guerre interimpérialiste que de la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme coalisé contre l'U.R. S.S., etc., l'argumentation contenue dans ce travail sur ce sujet nous paraît déjà suffisante. Elle répondait en effet par avance à de telles spéculations.

Se tenir à une analyse rigoureuse des forces fondamentales objectives qui déterminent l'évolution de la situation internationale, sans se laisser désorienter par les facteurs secondaires et épisodiques, être capable de tirer toutes les conclusions nécessaires d'une telle analyse et de telles prémisses, est le propre de la pensée révolutionnaire marxiste.

M. P.

Décembre 1952.



"Quatrième Internationale"

Revue éditée par le COMITÉ EXÉCUTIF
INTERNATIONAL de la IV^e Internationale.

PARAIT TOUS LES MOIS

Abonnements :

Les 6 numéros : 600 fr. (Etranger : 700)

"La VÉRITÉ des Travailleurs"

Organe mensuel du PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONALISTE (section française de
la IV^e Internationale)

Abonnement : 1 an : 200 francs

Publications de « Quatrième Internationale »

Pierre FRANK, 10, rue de Lancry

Paris (X^e)

C.C.P. : CORVIN, Paris 6964-96

Imprimerie Saint-Denis - 86 fg Saint-Denis - Paris (X^e)